

Laboratoire citoyen : la parole des Colibris

Sommaire

Page 1	Thèmes de réflexion et méthode employée.
Page 4	Restitution phase I
Page 9	Rappel de l'objectif des séances
Page 11	Thèmes de réflexion
Page 12	Restitution phase II le présent.
Page 20	Enchaînement des différentes phases (rappel)
Page 23	Restitution phase III
Page 32	Discours comparés colibris Alternatina Partagir et discours d'introduction sur la parole citoyenne
Page 33	Méthode de travail choix des décisions en grand groupe
Page 51	Séance grand groupe « la ville de saillant » (1200 habitants »)
Page 52	Séance grand groupe : information sur le maire et sa commune
Page 56	Programme des Phases IV à IX
Page 58	Annonce de la reprise du labo citoyen
Page 60-76	Plaidoyer sur la nécessité de la participation citoyenne ;
Page 76	radio grand ciel ,un témoignage sur l 'évolution des associations
Page 80	Lettre aux participants et Nouveau programme
Page 85	Phase IV Le citoyen et l'économie libérale ;

Première Phase : Le Passé (II octobre)

Restitution page 4

René et Angélique animateurs atelier

Pierre Rabhi « Il est indispensable de changer de paradigme de société » (charte n°1)

Pierre Rabhi « La société c'est moi, je suis la société » (charte n°2)

*Pierre Rabhi « c'est dans les utopies d'aujourd'hui que sont les solutions de demain
Incarnons les nous mêmes » (propositions n°1)*

La parole est donnée aux participants :

Dans quelle société voudriez vivre ?

« La part active à ma portée que j'aimerais apporter dans une société idéale » :

Quel territoire, commune ville, village, région ?

*Pierre Rabhi « Le territoire est le lieu privilégié pour amorcer la transformation »
(charte n° 9)*

**Quelle coopération réaliste puis-je formuler ? Dans quel domaine ?
(amis, voisins, communautés, métier, participation aux décisions locales)**

*Pierre Rabhi « La coopération est la condition incontournable du changement »
(charte n° 8)*

Quelle structure de gouvernance locale permettrait une gouvernance harmonieuse et responsable respectant la liberté de chacun ? (taille optimale, autonomie et décision dialoguée)

Pierre Rabhi « Small is beautiful » (charte n°7)

Quelle participation réelle aux formations des lois qui conditionnent ma vie ? (Sociocratie, rôle du politique, rôle du citoyen, une autre démocratie? quelle séparation des domaines de compétences)

Pierre Rabhi « Il est incontournable de changer d'orientation de nos activités et de nos structures sociales pour les mettre au service de la nature et des êtres humains » (charte n°1: contenu)

Quelle est l'économie qui me permettrait de participer à l'économie de transition dans mon territoire (relocalisation de la consommation et de la production, circuit courts, ressources locales, monnaie locale etc...)

Proposition n° 5 « La terre et l'humanisme indissociable, la terre a des ressources limitées » ;. n°6 « répondre à nos besoins par les moyens les plus sains et à notre

portée »

**Quelle éthique ? ses valeurs principales et la notion de spiritualité
(remise en question et travail sur soi même, ouverture et accueil de
l'autre, communication non violente, solidarité et partage, récréation
de liens humains etc...)**

Tout Pierre Rabhi, charte et propositions

**Quelle Education (Comment élever nos enfants ; quelle
école ?)**

Méthode

*C'est une méthode à la fois individuelle et collective,
C'est la construction d'une pensée collective, d'un langage commun et coopératif.*

Dans quel but ?

*Au minimum de réfléchir à la charte Colibris dans son contenu
Au maximum c'est d'avoir un modèle de participants Colibris local
Qui servira d'exemple tant à d'autres associations, qu'à des penseurs ou acteurs
de la société que cette réflexion intéresse.*

Procédures de la méthode

*Trois phases, en trois semaines d'une heure trente
« La société à laquelle je peux coopérer c'est, c'était, ce sera »...
Une restitution sans synthèse ni censure, ni interprétation (1h)
Un document court issu de la restitution requérant l'approbation des participants
Une communication aux colibris locaux en grand groupe si désiré*

Phase individuelle (15 minutes)

La société d'hier c'était... (phase I -11 octobre)

Deux colonnes :

Gauche

Ce que j'appréciais

droite

ce que je déplorais

5 éléments

5 éléments

Chaque élément est une seule phrase, une idée qui vous paraît prioritaire, sans commentaire. Sans censure.

Les phrases commencent toujours par « c'était...

Vous avez les domaines au choix dans lesquels vous avez envie d'apporter quelque chose.

Phase collective

Dans l'écoute positive de chacun toutes les phrases sont recueillies au paper board.

ps : un échange informel peut avoir lieu pour se détendre de l'effort.

Cela dépend de l'horaire des autres ateliers.

Restitution Phase I - Le Passé

Restitution des propos recueillis dans le langage même des participants en octobre

Ont participé à cette première séance : Emmanuel, Florence, Hélène, Jean- Jacques, Line, Marie-Thérèse, Nathalie, Thérèse, Valérie, Angélique.

« **Dans quelle société voudriez-vous vivre ?** ». Tel est le thème sur lequel des Colibris sont invités à s'exprimer, sans hiérarchie dans les idées, avec leur ressenti, sans jugement sur ce qui se dit, dans le partage et l'écoute des uns et des autres. Plusieurs séances seront nécessaires pour que la parole s'enrichisse et s'approfondisse.

Le principe de faire table rase de tout ce qui entoure actuellement est proposé et admis.

Une restitution est faite après chaque séance, retraçant exactement le langage à la fois individuel et collectif, sans synthèse ou rajout, ni interprétation.

Cette expérience est inspirée par quelques pensées philosophiques de la Charte de Pierre Rabhi, pas forcément connue dans les détails des participants au moment de la consultation : cet atelier est fondé d'emblée sur trois propositions principales :

« **Il est indispensable de changer le paradigme de la société** ». Cela suppose que l'on en ressent la nécessité au fond de soi.

« **La société c'est moi, je suis la société** ». C'est la goutte d'eau que l'on peut apporter à l'ensemble et que l'on partage. C'est pour une fois être pris en considération et écouté dans ce que l'on veut dire.

« **C'est dans les utopies d'aujourd'hui que sont les solutions de demain** ». C'est tout simplement qu'il y a un intérêt à ce que le citoyen ait l'occasion de s'exprimer au lieu de laisser d'autres s'exprimer pour lui, chacun ayant une intelligence dont il peut se servir pour exprimer ici un « mieux vivre ensemble. »

Phase I (98 Items) octobre 2015

1. Sens de la phase (54/ 54)

« Dans le passé, j'appréciais des éléments de la société dans laquelle je vivais et en même temps d'autres éléments me dérangeaient et ne correspondaient pas à ce que j'aurais voulu vivre ».

Souvenirs d'enfance ou du passé (26 / 54)

Des participants se souviennent de la spontanéité et l'inconscience de l'enfance (2) : on se souvient ainsi des repas en famille, une fréquentation familiale régulière ponctuée de fêtes (3). **Tant sur le plan familial que sur le plan social, c'était un cadre protecteur, un confort protecteur (2) ambiant. Il y avait comme un sentiment de sécurité** sans voyous (1). Le **monde paraissait plus optimiste**, moins morose à cause de phénomènes extérieurs (1). Tout le monde semblait bon et gentil (3) ; il y avait un sentiment d'honnêteté implicite qui était la règle consentie par tous (1).

Les distractions étaient simples (1), c'était pouvoir s'amuser avec des riens (1) ; et il y avait en plus des possibilités de loisirs variés (1). Les vacances annuelles (1)

permettaient les voyages (1) et les rencontres (2). On avait alors la possibilité de vivre à son rythme (1) : **le temps apparaissait plus lent à s'écouler (1) pour plus de monde.**

Ces propos montrent un monde vivable, comme dirait Pierre Rabhi « *loin de la prédominance de la logique économique sur l'homme et la nature* » : les participants soulignent en effet qu'ils appréciaient les marchés traditionnels pour leurs prix raisonnables et leurs denrées (2). On appréciait d'ailleurs ce que l'on avait en règle général, sans gaspillage (2), et l'on maîtrisait les objets au quotidien (1).

Un monde où les projets personnels étaient possibles. (6/54)

C'était une **liberté d'agir et de penser** (1) : une époque où se forgeait la constitution de l'Europe (1), que l'on apprenait à l'école (1). Dans ce cadre prometteur de projet de société il était possible de développer le côté inventif du savoir faire (1). Grâce à des relations amicales et en groupe **on pouvait valoriser des projets** : c'était par exemple le cas d'un projet sur l'Ozone entrepris à 16 ans (1), ou celui d'un projet humanitaire initialisé par des enfants (1). Ces exemples simples ne sont-ils pas l'illustration même de Pierre Rabhi suggérant que le pouvoir d'**être autonomes et libres est le fondement même de la liberté** ? La raison en serait que « *chaque personne, chaque culture, chaque territoire doit pouvoir s'exprimer et s'épanouir dans sa diversité* ». Une liberté de faire dans son environnement, ce qui donne une idée de ce qu'un « territoire » où le citoyen peut agir et exister peut être. Avoir des projets en groupe, les réaliser en bénéficiant de la ressource des autres n'est-ce pas le cas typique des ateliers Colibris ?

Ecologie et environnement (6/54)

Par le passé, on pouvait découvrir notre environnement, notre pays (1), non pas dirigé par une logique économique à sens unique, mais par une **écologie par le bon sens (1), où tout serait naturellement bio (1)** ; il y avait plus de nature, moins de « minéral »(1), des paysages laissés vierges (1), peu fréquentés par un tourisme de masse organisé(1) ; qu'il faisait bon alors de sentir ce contact possible avec la nature au coin d'un feu de bois (1) !

Relations avec l'autre (18/ 54)

Si Pierre Rabhi déclare que « *nous sommes tous liés et interdépendants* », des participants témoignent de l'existence de « vrais paradis » (1), où se pratiquaient **naturellement des façons de vivre harmonieuses** (1), faites de **tolérance, de**

religions (1), ou d'idées (1) facilitant une mixité «dans mon quartier» (1), mon immeuble (1), une solidarité (1) et l'on pouvait vivre cela dans plusieurs villes.

Il y avait en effet des groupes amicaux (1) organisant des jeux, des activités de danse, ou des activités de plein air et des réunions (5). Cette **solidarité**, vécue et ressentie comme un bonheur, se retrouvait tant dans la famille que pour faire face à des enjeux collectifs (2). Il y avait comme une ambiance de village (1), **une confiance sociale dans les échanges (1), une facilité des relations humaines (1)**.

On remarquera ici encore qu'il s'agit d'un environnement immédiatement à portée, un « territoire ». Pierre Rabhi ne disait-il pas : « ***small is beautiful** ... il s'agit de chercher une structure optimale permettant une gouvernance harmonieuse et responsable, des relations humaines directes ... sur fond d'une **empreinte écologique légère*** ». C'est bien ce que les participants suggèrent dans leurs propos.

Nous retiendrons donc, pour inspirer notre réflexion future, qu'émergent les ingrédients d'une société améliorée à la dimension de l'homme, une société dans laquelle le citoyen pourra affirmer qu'effectivement « il Est la société », **dans SON territoire** : « quartier, commune, village ou ville où **les citoyens ont une prise suffisante pour participer à la transformation de la société** ».

Il convient maintenant de **relater** fidèlement les éléments du passé qui s'opposaient à une généralisation d'expériences positives vécues d'harmonie sociale.

2. Les désillusions dans le passé (44/98)

Rétrospectivement, on s'aperçoit que c'était aussi le temps des **désillusions** (1), tant pour les projets personnels que sur le plan de la famille (3) ou celui de la société elle-même (1).

La nature (4/44)

C'était la désillusion de la nature commençant à être saccagée (1), voire même détruite (1), par exemple par le tourisme de masse apporté par les promoteurs (1) et leurs pistes de ski ou leurs constructions (1).

Par ailleurs, on ne pouvait que constater la lâcheté (1), la cruauté des hommes (1) envers le vivant, que ce soit les animaux ou les hommes (1).

L'économie et la société (7/44)

Mais c'était aussi une **automatisation croissante** (1) remplaçant la dimension humaine (1). Dans cette évolution, les projets finissaient par ne plus aboutir à cause des **lobbies économiques** (1) dominant l'économie.

En bref, il apparaissait une autre société qui se construisait, une société où **l'autorité était réservée à une élite** (1) : une élite où dominait le culte de la **compétition** qui **n'aboutissait pas à un mieux vivre** pour la population (1) ; **Le travail** lui-même calqué sur un mode de productivité finissait par détruire la vie privée (1). Pour survivre, il n'y avait plus qu'à travailler pour le **modèle de l'économie qui s'imposait** (1).

L'éducation (20/44)

L'éducation était alors vécue comme un **formatage** (1), pour devenir une élite (1), ce qui aboutissait de fait à une **ségrégation sociale** (1) très éloignée des solidarités antérieurement vécues.

L'**organisation** scolaire (1), le recours à des textes éducatifs archaïques (1), constituaient une école de la république (1) axée par ses moyens, ses méthodes et le prix des études (3) sur la formation d'élites au détriment de la personne (1).

Il devenait alors nécessaire de **normaliser les élèves** (1), de leur **transmettre des codes** (1) contraignants auxquels la **famille, la religion et même l'académie de médecine** (3) surenchérisaient et se complétaient dans le même sens. L'éducation pouvait alors être vécue comme un **flicage scolaire au détriment de l'enfant** (1) et de ses dispositions naturelles et donc être contraire à son épanouissement (1). Dans ce modèle d'éducation, souligne un participant, il **n'y avait pas de place pour la différence**, même de santé (1). Un autoritarisme médical aboutissait par exemple à d'absurdes obligations de manger ce que l'enfant n'aimait pas de lui-même(1) et montrait dans ces pratiques un refus de prise en considération, de compréhension (1) d'un éventuel état singulier de l'enfant (1).

Alors, dans ces conditions, l'année scolaire était vécue « comme un tunnel » au bout duquel on devait mériter ses vacances (1).

Ces simples propos ne confirment-ils pas les critiques émises par Pierre Rabhi sur ce sujet ?

« Un système d'éducation destiné à conformer chaque enfant à un système de performance, de compétition et de domination, source de désordres dans notre société ? ... Au lieu d'en faire des êtres libres, responsables et épanouis ».

Et moi en tant que personne ? (4/44)

Il n'est pas étonnant alors que des participants aient ressenti des frustrations majeures : **il fallait se cacher pour penser librement** (1). Le **manque d'indépendance était flagrant** (1) quand on ne ressemblait pas aux autres (1). Et quant au devenir, c'était se voir imposer un métier (1), un **devenir qui ne venait pas de ses propres choix**.

Les relations avec l'autre (11/44)

Le résultat des évolutions de la société est une **société de clivages de classes sociales** (1), sans **langage commun** (1) ; ce sont des milieux qui ne se fréquentent plus (1) : ils sont caractérisés par un **manque d'écoute** (1), la **méchanceté de chacun** (1), se nourrissant de cancans (1), qui finalement finissait par instaurer une **crainte de l'autre** (1) ; une crainte de l'autre qui grandissait plus vite que le temps de le connaître (1). En d'autres termes, l'autre devenait un étranger (1), complexe et à craindre, **incapable d'écoute et de compréhension** (2), une société qui avait rompu avec un mode de relations aux autres et pourtant qui avait existé.

Les femmes en particulier (8/44)

Rétrospectivement, d'aucuns mettent en avant le **statut dévalorisé de la femme d'alors** : c'était un paternalisme vis à vis des femmes (1) au travail, la soumission au patron (1). A la maison son rôle était de faire la vaisselle (1).

La famille, le milieu professionnel exerçaient des freins à agir (1) : il fallait être formatée (1), ne pas dire ses vérités (1). C'était ne pas être écoutée. On nous imposait par ailleurs un métier dans un champ de possibilités réduites (1). Et pour couronner le tout le statut de la femme était officiellement si dévalorisé que les femmes n'avaient pas le droit de vote (1). Leur était-il possible alors de songer à un rôle de citoyen ?

Transition avec la phase du mois de novembre

Nous venons de procéder à la restitution de la première phase, sans synthèse ni interprétation dans le respect du langage exprimé. Ce n'est qu'une étape, de mise en confiance qui sera enrichie par la suivante, et même avec d'autres participants.

Il est d'ores et déjà remarquable que les propos des uns et des autres recoupaient des principes de la philosophie de Pierre Rabhi, philosophie porteuse de sens pour une autre société.

Cette réflexion semble cohérente avec le travail sur soi que chacun entreprend à son rythme et selon ses désirs : « c'est mon changement qui détermine le changement du monde » disait Pierre Rabhi : encore faut-il avoir l'occasion de s'exprimer. Peut-on rêver d'une société où cela serait la règle ?....

Fait le 28/10/2015

René

Phase II Laboratoire citoyen - Le présent

Préliminaires et rappels

« Dans quelle société voudriez vous vivre ? » Phase II : Le
Présent 08/11/2015

Pierre Rabhi :

« Il est indispensable de changer de paradigme »

« La société c'est moi, je suis la société »

« c'est dans les utopies d'aujourd'hui que sont les solutions de demain »

1. D'où partons-nous ? :

Donner un sens à quelques éléments de la charte de Pierre Rabhi.

« **Je suis la société** ». Chaque goutte d'eau contribue à la nécessité ressentie d'un changement nécessaire.

Phase I Passé, Phase II présent : Elaboration d'un **langage commun** : une base

2. Où allons nous ?

« **Les utopies d'aujourd'hui seront les réalités de demain** » Phase III : Futur
Compte tenu de nos précédentes réflexions, nos premières propositions.

Ce qui devrait exister de façon constante dans les institutions locales dans l'idéal pour que ses actions et sa coopération soient prises en compte (par rapport à aujourd'hui) **Quelle consultation autre que le simple vote** sur des programmes tout fait.? Les Besoins. Que faudrait-il transformer ?

La totalité du discours est recueilli sans censure, ni priorités.

Il permet une analyse collective faite de ressentis réels, sans interprétation, sans à priori, sans synthèse : la parole du participant est libre de toute convention. Elle a été accueillie en confiance. Chacun est responsable de sa parole. Chaque détail a son importance.

Les élites actuelles cherchent de nouvelles idées pour les institutions :
Les suggestions doivent venir des citoyens eux mêmes.

L'éco citoyen colibris

(Compte tenu de ce qui a été exprimé dans le passé)

+

-

éléments positifs
Aujourd'hui

Impossibilités, contraintes,
frustrations

Rappel : Toutes les phrases commencent par la société c'est...
: Une phrase, une seule idée

Thèmes indicatifs de la réflexion - Phase II. Le présent

Territoire à portée du citoyen

(Quartiers, village, villes, régions)

Domaines de coopération, de solidarité, (Economique, social,
technologique, écologique
politique)

Actions de coopérations possibles du citoyen

(Economique, social, solidaires)

Habitat

Déchets

Recyclage

Alimentation

Biodiversité

Consommation

Emplois locaux

Echanges locaux

Monnaie locale

Oasis

Eau

Energie

Transports

Circuits courts

Statut de la femme

Troisième âge

Education

Santé

Modes de consultation du citoyen aujourd'hui

(Représentations, syndicats, commissions, sondages, votes).

Eléments d'éthique

(Morale, spiritualité, relations humaines)

Propositions libres complémentaires

Ont participé à cette séance : Caroline, Flore, Fabrice, Jean-Jacques, Thérèse, Marie Thérèse, Didier, Pascal, Hélène, René.

Phase II - Le présent (91 items) (*Un item : la plus petite unité significative*)

Forces et faiblesses de la société actuelle

I Des éléments positifs de la société actuelle.

Toute société, toute organisation a ses points forts et ses points faibles. Les participants soulignent les acquis des progrès effectués jusqu'à aujourd'hui.

Selon eux, nous sommes dans « une société marquée par **plus de confort** » (1) et de « **technicité** » (1), jouissant d'une « **sécurité sociale (1) instaurée pour tout le monde** ». **Les moeurs rigides qui existaient par le passé se sont assouplies vers plus de liberté** : par exemple « on ne condamne plus la fille mère. » (1). On ne peut que se réjouir « d'un **droit de vote** accordé dès l'âge de 18 ans (1), autant aux hommes qu'aux femmes ». Il est plus aisé aujourd'hui « **d'accéder à des connaissances** » (1), comme par exemple des philosophies ou religions qui promeuvent en permanence de **nouvelles valeurs** réhabilitées, comme la paix et l'amour. D'une manière générale, « **le niveau de vie s'est accru** (1). Concernant la qualité de vie, on ne peut que constater **l'avancée de l'agriculture bio (1) et de son commerce** (1) : « des laboratoires se tournent vers l'herboristerie » (1), des mesures administratives locales sont parfois prises, comme la « **distribution de composteurs** » (1) et complètent de façon cohérente cette tendance. Il y a donc comme une mouvance positive observable dans notre société à laquelle d'ailleurs une consommation et une attente prise en compte par des acteurs économiques et locaux ne sont pas étrangères. En soi c'est déjà une « parole de citoyen » en actes qui exerce une influence sur les rouages de l'économie et parfois sur les acteurs locaux.

On insiste surtout sur **deux facteurs importants d'évolution positive** :

Le premier est celui de « **l'internet** » (5), « qui permet de trouver des réponses aux questions qui se posent (1), amenant l'utilisateur à plus de connaissances et de

réflexion.

Le deuxième, très lié au premier, est celui du « **développement de réseaux** » (1) qui non seulement apportent des « **liens** » (1) **nouveaux** mais propagent toutes sortes de flux d'une pensée solidaire qui, par addition, devient « collective » : une solidarité qui « **rassemble pour réaliser des « projets » (1) ou des actions** » (1).

Vivre autrement sa citoyenneté.

Tous ces éléments font que l'on ressent possible de « **vivre autrement sa citoyenneté** » (1) par le fait même de se « **doter d'une organisation** » (1), (sociocratique à Colibris).

Pourquoi alors n'y aurait-il pas comme une « institutionnalisation » de ces nouveaux comportements citoyens, une sorte d'adaptation de la démocratie existante en une autre démocratie plus conforme aux attentes exprimées à l'échelon d'un territoire de proximité ? (*Ce sera l'objet de la phase trois de cette réflexion*).

Une prise de conscience du citoyen de son potentiel hors institutions.

A Colibris il est prôné un travail sur soi correspondant à la pensée de Pierre Rabhi qui stipule que si l'on change soi-même, on change la société. Il n'est donc pas surprenant que les participants du groupe Colibris s'attachent à la prise de conscience du citoyen. L'avis partagé est que cultiver des « **liens sociaux** » (1) « avec **des milieux différents dans les associations** », (1) facilite une **prise de conscience de tous**.(1) : Il y aurait comme « **une prise de conscience par la société civile** » (1) et en particulier « **au sein d'une génération montante.** » (1).

Un des points itératifs de cette prise de conscience collective est la montée « **d'une mentalité bio** » (1) favorisée par **l'émergence de plus en plus grande de mouvements alternatifs** (1), essentiellement écologiques (1), qui entreprennent la **réalisation d'actions** (1) de plus ou moins grande importance ; ces mouvements tendent à faire prendre conscience à plus de gens de la nécessité pour l'activité humaine de ne pas aggraver les phénomènes climatiques. Ces associations parfois se regroupent à l'occasion d'une action commune comme Alternatiba, Colibris et d'autres. Et il arrive que « dans le monde, des **groupes réussissent à bloquer des choses dans le système** » (1) et ce « **d'une façon pacifique** » (1). Ces tendances de l'opinion « **se soucient plus d'entrer dans l'action** » (1), que « de se fier uniquement aux options vagues par exemple de la Cop 21 » (1).

Tout semble donc se passer en dehors de nos institutions et de la politique politicienne.

Personne ne peut nier qu'une grande part de ce qui est ressenti de positif dans la société actuelle ne soit pas **l'œuvre exclusive des citoyens** exerçant un certain **pouvoir d'influence** sur les changements de la société.

Quels sont donc les freins et les obstacles ressentis à un changement plus radical ?

II Les freins à l'action citoyenne. (56 items /91)

Le frein du tout argent et des lobbies.

Le reproche central que les participants estiment faire à la société d'aujourd'hui est qu'elle est « **menée par l'argent** » (1) : « **tout est trop cher** », (1) dans tous les domaines. (1) « **En créant** sans cesse des **besoins** » (1) on aboutit à une « **manipulation constante** » (1).

Ce sont avant tout des « **lobbies économiques qui bloquent les expressions d'en bas** » (1) «des lobbies qui instaurent **une mondialisation déprimante** » (1) : par exemple « **l'agriculture est maintenue polluante** (1) et les produits alimentaires « **font l'objet d'une cotation en bourse** » (1) ; « **La santé est récupérée** » (1), comme les « **laboratoires qui s'emparent de l'herboristerie** » (1). Quant à « **l'habitat, il est impossible au plus grand nombre de se loger décemment** » (1). **Même « la transition énergétique dont on parle si souvent devient un sport de riches »** (1). « **Tout est confié à des sociétés privées** » (1) au détriment du bien commun, des sociétés qui n'ont d'autre but que le profit pour le profit. « **Les campagnes se désertifient** » (1) « **au profit d'une urbanisation croissante** » (1). A cela il faut ajouter que tout est devenu « **trop technique** » (1), ce qui suppose de lourds investissements et donc l'intervention de banques et de lobbies.

Ce monde économique du tout argent se traduit dans le quotidien du citoyen par « **une non reconnaissance du travail** » (1) qui, elle-même, « **entraîne une dévalorisation de la personne** » (1) et « **des maladies** ». (1)

En fait tout se passe comme si « **l'on assistait à une parodie de liberté, d'égalité** » (1)

Le frein d'un Politique inefficace et subordonné aux intérêts financiers.

Le sentiment partagé est d'abord une défiance vis à vis du Politique : on pense que « **les politiques trop reliés aux intérêts capitalistes** » (1) constituent « **des**

mouvements qui ont du mal à réaliser de réels progrès (1). En plus le « monde politique donne l'impression d'être marqué par des désaccords constants »(1) et « d'être soumis à des lobbies » (1) ; le tout est aggravé par « trop de procédures administratives » (1) : que ce soit des « problèmes de justice (1), ou de santé(1), (comme la défaillance du système de soins palliatifs pour tous les âges(1), ou tout simplement du droit des gens (1), le citoyen est impuissant, exclu des institutions où il vit ; même « le rôle des syndicats est réduit »(1).

Globalement on estime que « **les élus politiques ont trop de pouvoirs** », (1) et « **on ne vote réellement que tous les cinq ans** » (1), en laissant aux élus faire ce qu'ils veulent par la suite ». (1). En d'autres termes, toutes les décisions sont prises en dehors d'une participation et d'un contrôle citoyens. On assiste à « **des parodies de consultations au profit des élites** »(1), au « **détriment de solutions locales** » (1) « pour lesquelles le **peuple n'a aucun pouvoir** » (1), « que ce soit en matière **d'éducation** (1), ou qu'il s'agisse du **monde du travail** (1). Dans toute ses ramifications « **la pensée unique mérite bien son nom** » (1)

Le frein de l'action des media

Les « **media appartiennent aux grands groupes** » (1). Ils répandent une avalanche d'informations incomplètes et orientées qui « **noient l'auditeur sous un flot de trop d'informations qui tue l'information** » (1). Les expressions des manifestations de la rue sont **systématiquement** amoindries et **interprétées**, (1) occultant ainsi tout un pan de l'expression venant d'en bas.

Quel est le résultat de cette nullification de l'existence du citoyen dans la création de ses conditions de vie par l'économique et le politique d'une démocratie qui en fin de compte ne laisse le pouvoir de débattre et proposer qu'à une élite ?

Une population peu concernée réduite à l'inaction et à une sensation d'impuissance.

Pour être mise en condition d'impuissance, d'inutilité, voire de non existence, le résultat de tous ces freins est « **une forte abstention** » (1), exact reflet d'une population convaincue du « **rôle inexistant du citoyen** » (1) et d'une parodie de participation. Au lieu de penser à la manière de Pierre Rabhi « je suis la société », ce qui est l'acte premier de la prise de conscience, un pessimisme fataliste s'installe et prend la forme de la formule suivante : «On a le gouvernement que l'on mérite » (1).

La conséquence de tout ce qui vient d'être énoncé par les participants eux-mêmes

est qu'une grande partie de la population ne peut, se sentant dévalorisée et inutile, **prendre conscience de son potentiel et de son pouvoir de fait**, ce que font les associations bon an mal an en réaction à cette situation d'anomie (manque de buts communs). Un pouvoir «**de changer les choses** » (1), « des parents qui montrent aux enfants des modèles » (1) pour demain. Il est remarquable de constater qu'il n'y a « **presque pas de jeux éducatifs de coopération** » (1) transmettant la valeur de solidarité. Il est inquiétant de voir « **le nombre de maisons de jeunes qui disparaissent** » (1) autant que les « **communes pour les adultes n'offrent que rarement de lieu de réunion** ». (1)

Une société cloisonnée et individualiste.

« **La séparation de la population en tranche d'âges** » (1) accentue un **phénomène de cloisonnement de groupes sociaux** (1), « **comme le clivage entre génération** » (1). « **Il en ressort un individualisme** (1) pour tout événement qui ne concerne pas directement la personne » (1). Un individualisme marqué par la peur de l'autre (1).

Conclusion de la deuxième partie

La troisième phase découle des deux premières : cela revient à dépasser le stade de l'analyse. Si les participants témoignent d'un **tableau aussi complet** que celui qu'ils présentent de ce qui ne va pas, si ce qu'ils disent montre à l'évidence que **le citoyen a en fait un pouvoir sur les choses** commerciales et donc économiques, il est alors possible en fonction de ce qui a été dit et partagé **d'imaginer une société où la parole du citoyen dans son territoire pourrait être prise en compte en modernisant la démocratie imparfaite d'aujourd'hui.**

C'est l'objet de la troisième phase où les participants devront faire preuve à la fois de **réalisme et d'imagination** pour amorcer une réflexion de plus en plus concrète, de plus en plus pragmatique et faut-il encore rappeler la pensée de Pierre Rabhi lorsqu'il dit : « **ce sont les utopies d'aujourd'hui qui seront les réalités de demain** ».

« Dans mon quartier, dans mon village, dans ma ville, dans ma région, à la réalisation de quel projet local, où je pense que la parole du citoyen est nécessaire, je souhaiterais participer.

Dans quels domaines ? Ce sont ceux pour lesquels les associations comme

Colibris, Alternatiba et des dizaines d'autres entreprennent des actions et essayent de se faire entendre des acteurs locaux.

Quelle procédure institutionnelle (je l'imagine, sans être juriste) pourrait faire vivre la parole du citoyen pour **apporter aux élus des idées** dont certains sont très demandeurs.

Cette forme de participation à laquelle le groupe donne naissance pourrait prendre la forme d'un **prototype d'institution** pensée, argumentée par les citoyens de base que nous sommes, non soumis à des contraintes politiciennes ou d'intérêts financiers...

J'ajoute que dans les phases suivantes, forts de ce premier document de base, il nous sera loisible de prendre connaissance de ce qui existe dans le monde.

René
0237295532 08/01/2016
polinrene@gmail.com

Recherche de domaines de compétence selon discours des participants 04/01/2016
René

Tableau synoptique de deux premières phases.

Le dynamisme est simple : quelques questions inévitables ;

Si je ne suis pas satisfait de ce que la société me donne à vivre :

Si je suis motivé pour inventer des pistes de solutions où le citoyen pourrait exercer un pouvoir de contrôle et de suggestion

Si je suis convaincu du rôle du social dans les décisions des maires et des régions.

Se peut-il qu'il ne faille qu'accepter ce que l'on m'impose au détriment de l'homme et de la nature ?

Il y a actuellement un profond changement de logique, commerciale industrielle, démocratique ; Le citoyen doit-il en être privé de toute participation ?

Comment construire des idées, si ce n'est **qu'en prenant la parole comme si je pouvais être pris en compte ;**

Il y a ici une **recherche que quelque chose puisse être formulé en réponse aux attentes latentes exprimées.**

1 Les attentes latentes du groupe de participants :

Une vie de famille sécurisante

Un monde plus optimiste

Un monde de vie à ma mesure : plus de temps

Un mode de consommation et d'utilisation de ce que l'on a à ma portée
(Recyclage et peu de gaspillage)

Un monde plus convivial : des relations de quartier, de proximité qui allait dans le sens d'une solidarité. Une confiance sociale dans les échanges, plus de vie de quartiers

Faire des projets en commun était possible

Il y avait une écologie naturelle, de bon sens et forcément bio ;

Plus de liberté religieuses et de mixité sociale

Un environnement plus directement à portée des gens

Mais déjà on voit les dysfonctionnements arriver :

Une économie de croissance pour la croissance et le profit des lobbies perturbent cette société à l'échelle humaine ;
La nature est dégradée par le profit

Tout est réservé à une élite, notamment la formation

Une ségrégation sociale se fait plus marquée : la femme n'a pas de parité avec l'homme ;

Tout se normalise, doit entrer dans des normes tournées vers un modèle économique unique : cela touche aussi la médecine, le droit à la différence pour les enfants
Peu de place pour un développement personnel autonome et libre ;

Les relations sociales en sont dégradées ; peut méfiance de l'autre,

Disparition d'un discours authentique, vrai, au profit d'un discours formaté ;

2 Malgré des progrès notoires, les dysfonctionnements s'aggravent :

Une technicité

Un plus grand confort

Une morale plus largement ouverte à la différence (exemple des filles mères)

Un droit de vote à 18 ans et des femmes

Plus d'accès aux connaissances

L'apparition de l'internet qui facilite les échanges, et la réponse à des questions personnelles

Le développement de réseaux sociaux promouvant un esprit de solidarité ; et de développement de nouveaux liens sociaux

L'auto organisation de groupes citoyens pour réaliser des actions

La possibilité de vivre autrement sa citoyenneté du fait des progrès de l'informatique

Une prise de conscience de la société civile et en particulier chez les jeunes

De plus en plus de mouvements alternatifs, capables parfois de bloquer des projets financiers ou de profit ;

Mais

Tout n'est qu'argent et pouvoir d'argent (lobbies, cotations en bourses, commerces alternatifs pour le profit,

Une transition énergétique pour riches

Un monde politique désordonné, en conflit

Des médias appartenant à des lobbies et groupes financiers ; une surabondance d'informations sans sens.

Trop de procédures administratives

Réduction du rôle des syndicats

Défaillance du système de santé en particulier les soins palliatifs

Statut la femme encore non achevé ;

Parodie du rôle du citoyen

Parodie d'égalité et de fraternité

Une société cloisonnée et individualiste

Peur de l'autre..

Cette analyse vraie, authentique, se heurte la plus part du temps à l'incrédulité, et se voit taxer d'utopique`

Et pourtant que **faire d'autre que de partir d'un discours vrai**, non soumis à des intérêts, A la recherche de ce qui pourrait **être institutionnalisés** en dépit des résistances et du discours unique,

Pour qu'il y ait des institutions, autres, une démocratie modernisée, à la portée des citoyens, ne faut il pas d'abord partir de la parole sans déformation du citoyen ? ce qu'el' on appelait autrefois le « bon sens populaire » ?

Conclusion provisoire

Il faut sans relâche remettre sur le métier, un lent processus de prise de conscience, Il n'y a que dans le discours recueilli que peuvent n'être des idées à transmettre et à répandre.

L'organisation de la réunion colibris retardent d'un mois la phase trois
L'atelier est repoussé de facto.

Phase III Le futur Dans l'idéal de la parole citoyenne.

« Je suis la société »

« Changer de paradigme »

« Mon territoire, le lieu de la transition. »

« Dans l'idéal, comment et en quoi le citoyen pourrait-il institutionnellement participer aux décisions de réalisation de projets dans son territoire (commune en particulier, mais aussi quartier ou région) ?»

Phase individuelle (15 à 20 minutes)

Phase mise en commun (1h 30)

Consigne méthode :

5 phrases (une phrase, une idée)

5 phrases (une phrase, une idée)

« L'idéal serait....

« L'obstacle à franchir serait...

1. Dans quels domaines ? (Extraits discours passé/présent)

Vie de quartier, partage solidarité, mixité sociale, lieux de rencontre
Promotion de la biodiversité naturelle
Consommation et circuits courts, une économie de partage
Echanges de services, recyclages, formation etc..
Initiatives et réalisations de projets citoyens
Un réseau de santé locale
Réduction de procédures administratives
Vivre mieux et autrement sa citoyenneté
Oasis

(Domaines alternatifs partagés avec d'autres associations)

Le Bien Commun, une affaire de citoyen
Toute activité alternative
Habitat, énergie renouvelable, routes, investissements,
Biodiversité, jardins partagés,
Eau potable, cours d'eau,
Circuits courts, alimentation locale,
Réseaux de formation
Domaine de la santé, retraités,
Emplois locaux
Appel d'offres et artisanat
Lieux tiers

(Compétences actuelles des mairies)

Fiscalité locale
Projet sportif
Recyclage
Déchets
Tout à l'égout
Fosse septique
Vie de la commune (journal, feuille hebdo...)

2. Quelle participation institutionnelle effective nouvelle, pourrait-on dans l'idéal imaginer ?...

Pour que la parole du citoyen exerce un pouvoir de suggestion et de contrôle sur les décisions de projets du conseil municipal en cours de mandat.

Quel choix de participants

Quelles conditions de formation

Quels pouvoirs ? (conseil, texte débattu en conseil municipal, texte décisionnel entre les experts et le pouvoir de l' élu ?)

Faut-il proposer un cahier de doléances des associations ?

Consigne méthodologique :

Au moins une idée, un élément, une attente.

Nous débattons librement la prochaine fois « phase 5 » du « pacte de transition » et 14 points pragmatiques.

X

X

X

31/01/2016

La parole citoyenne phase III (79 items)
« Dans l'idéal ce serait. »

Hélène, René, Caroline, Nathalie, Isabelle, Fabrice, Séverine, Amandine, Marie Thérèse, Valérie, Didier .

Rappel des raisons d'être des phases successives.

Phase passé : Eléments de Ressentis positifs ou négatifs vécu dans le passé.

Phases II : Eléments de ressentis positifs ou négatifs vécus de nos jours.

Phases III Compte tenu des précédentes analyses, quelles sont les pistes d'améliorations dans l'idéal et les futurs obstacles

Les restitutions sont faites dans le langage des participants. Comme les pièces d'un puzzle que l'on reconstitue pour donner un sens à l'idée d'une participation du citoyen dans sa commune.

Rappel : un item est la plus petite unité significative (Une pièce du Puzzle).

Il s'agit ici de la partie méthodique qualitative de l'analyse de contenu.

C'est l'ensemble de construction d'une pensée collective : tous les éléments comptent. D'autres phases utiliseront d'autres méthodes ; l'idéal serait que les participants en déduisent une méthode transmissible aux communes .

Les phases suivantes passeront de l'analyse à l'élaboration, par les participants, d'une méthodologie transmissible à des groupes de citoyens engageant un dialogue avec des maires dans leurs communes.

A Colibris Chartres, cela reviendrait à terme à ce que certaines de ses actions soient pratique courante dans la gestion de la commune.

X
X X

*Cette phase III fait apparaître de toute évidence une mise en **ordre progressive de la pensée collective** : une **maturité** naissante qui passe par des considérations générales, celles que l'on rencontre dans l'opinion publique, des **domaines d'action** plus proches du quotidien participants, et enfin par des **actions précises répondant à des besoins et des attentes du citoyen** (en particulier l'attente de participer une autre citoyenneté). C'est l'illustration de la goutte d'eau du Colibris pour éteindre l'incendie.*

I Eléments de thèmes sociétaux couramment rencontrés dans l'opinion publique. (50/79)

Si nous admettons que chacun d'entre nous est porteur de ce que toute une fraction de l'opinion publique pense, il est normal que les participants fassent allusion aux problématiques de notre temps.

Tous les grands domaines abordés par les media apparaissent ici dans le ressenti des participants :

Domaines (23 items /79)

Le domaine de l'économie

La personne acteur économique

On souhaite que « **le travail soit revalorisé et reconnu** » (1), que « *l'emploi soit réparti pour en donner à ceux qui n'en ont pas* » (1). On rappelle que « **la vie professionnelle devrait respecter la vie familiale** » (1). Un participant indique « *qu'il devrait être possible d'accéder à la **terre et aux arts*** »(1). On retrouve l'idée par rapport aux critiques du passé « *que dans l'idéal il soit donné à chacun la possibilité d'exercer le **métier de son choix*** » (1). Un des participants évoque son intérêt pour la notion de « **revenu d'existence pour tous** ».

Ces considérations sur le travail, l'emploi, le métier, le salaire, sont des éléments de l'économie. Elles ont pour dénominateur commun la **liberté** et la **dignité** de la **personne** : comme l'exprime l'un des participants : « *l'idéal serait que (les gouvernances diverses) respectent le bien-être et les individualités* » (1), ou un autre d'énoncer que « *chacun soit considéré comme important dans sa différence* » (1)

Il semble évident que prendre conscience de cela permettrait une création d'emplois dans la commune avec cette philosophie-là (emplois locaux, artisanats, commerce locaux etc.). Tout est lié et trouve son correspondant dans la commune..

Le domaine de la production et la distribution respectueuses du consommateur et de la nature

Correspondant aux critiques émises précédemment sur le système de production, on rappelle « *qu'il serait heureux que les entreprises cessent de fabriquer n'importe quoi destiné à être jeté* » (1). De même concernant l'agriculture, on souhaite « *des lois qui interdisent des produits à nuisance potentielle* », « *que ces produits subissent des expériences de 7 ans avant d'être mis sur le marché (nanotechnologies)* » (1).

Même ces remarques générales peuvent trouver une application au niveau des compétences des communes par exemple en créant un commerce de commune d'alimentation, en exclure les produits Tafta. Autrement dit, au niveau de la commune et avec le concours des citoyens, il est possible de modifier une parcelle du problème.

Le domaine du politique

Avant toute chose en matière de textes de lois ou de textes administratifs, il conviendrait « *que l'abondance des textes ne gêne pas l'interprétation que l'on peut en faire* » (1).

Concernant les hommes politiques, on souhaiterait « *qu'ils soient choisis en fonction de leurs compétences* » (1) (au niveau des mairies il serait souhaitable que les maires s'entourent de compétences d'administrés lorsqu'elles existent). On souhaite « **une décentralisation** » (1), **utile à l'humain** »(1) (ce qui veut dire que chaque fois qu'un maire partage avec ces administrés cela ne peut que servir le social et l'humain). De grandes généralités trouvent leurs correspondances même sur le plan local. Globalement on souhaite « *remplacer le tout quantitatif par du qualitatif* » (1). Autrement dit en donnant à l'administré un rôle dans la vie de sa commune

Domaine de la presse

Le souhait général serait que « **la presse soit indépendante** » (1). Un participant suggère que « *les moyens de communications soient confiés à des sages conscients des effets produits sur l'opinion* » (1). Il serait sain de favoriser « **la participation des citoyens** »(1) (même ces ressentis peuvent trouver une application dans le journal de la mairie, la sagesse requise viendrait de la pondération des administrés eux-mêmes). Il est certain que toute démarche

avec un maire bienveillant ne peut se faire d'abord que par un accord sur la philosophie générale et sa portée)

Domaine de la santé

Peu évoqué dans cette phase, on souhaite « une extension de la médecine préventive » (1),

Domaine pédagogique

Des participants déjà impliqués dans leur communes par des actions éducatives rappellent que toute action dans ce domaine devrait aller « *dans le sens du respect de l'enfant et de son développement* » (1). On peut notamment « *développer des jeux éducatifs apprenant « plus de socialisation, de respect de l'autre, le sens de l'entraide, l'amour de la nature, le goût pour les arts* » (1) ; *On aimerait tout ce qui irait dans le sens « d'une éducation sportive pour tous » (1).*

Domaine administratif

Quant aux lourdeurs administratives déjà dénoncées, « *on souhaite que les services sociaux soient plus professionnels et plus compétents* »(1). On souhaite également « *une aide juridique pour les démarches* »(1)

Inutile de suggérer ici qu'il puisse y avoir un écho au niveau de la commune.

En conclusion de cette première partie, on peut dire que ce à quoi les participants font allusion sont des éléments répandus dans l'opinion publique :

L'économie, la politique, le social, l'éducation, la santé. Ce sont de grandes catégories mais qui trouvent leur correspondance dans des applications locales avec comme fond, un ressenti commun de critique de la société actuelle et que l'humain et la nature doivent trouver des solutions, mêmes parcellaires dans le territoire, à la portée du citoyen. Des améliorations en dialogue avec le maire.

II les obstacles aux attentes des citoyens

(27 items /79)

L'obstacle des egos des gouvernants

On évoque d'abord « **l'obstacle de l'humain** » (1) qui interfère dès lors qu'il y a une vie collective « *c'est l'obstacle premier* » (1). C'est cette prédominance des egos qui explique « *l'esprit de compétition des élites* »(1), « *leur souci de préserver leurs privilèges* »(1), « *de protéger leur prés carrés* »(1). Ces éléments expliquent « *la difficulté à modifier la notion de pouvoir* »(1) tant dans le politique que dans l'administratif (1). D'une manière générale, on estime que « *ces élites maintiendront « la non acceptation d'une société d'hommes libres* »(1). La conséquence est que « *les politiques deviennent des hommes de métier* » (coupés de ceux qu'il représentent), « *qui freineraient toute décentralisation* »(1) notamment « *en matière d'urbanisation* »(1) (ce qui ne serait pas le cas du maire). Encore une fois, avant toute action concrète, il y a un préalable d'entente sur la philosophie de ce qui est entrepris avec le maire et en dialogue permanent avec lui.

L'instrument de pouvoir des élites, ce sont « **les lobbies** » (1) qui enferment le citoyen dans « *un discours économique unique* »(1) et « *l'exclut de toute possibilité de proposition alternative.* »(1) : ce sont les lobbies « *qui opposent un refus à tout ce qui n'est pas quantitatif* » (1), ou « *d'abandonner les produits polluants* »(1) ou encore c'est la présence de lobbies « *qui expliquerait le manque d'intérêt pour tout ce qui n'est pas économique* (1). Dans ces conditions, « *toute action citoyenne parcellaire se heurterait « à une opposition de l'industrie de masse qui se verrait menacée de disparition progressive* » (1). Ces lobbies s'adjoignent une administration lourde édictant des textes et des normes loin du citoyen, une administration qui refuserait « *l'apport de compétences professionnelles extérieures de citoyens* » (1) n'appartenant pas au système. La compétence de la mairie ne doit pas nécessairement imiter le comportement du discours unique.

Bien sûr on ne peut encore que penser au système éducatif fait pour socialiser les élèves au profit du système économique dominant : *il apparaît certain que dans son état actuel « l'éducation nationale s'opposerait par des portes closes »* (1) « *en imposant son format rigide et centralisé* » (1)

L'obstacle de l'ego chez le citoyen

La lucidité des participants Colibris fait aussi allusion au fait que le citoyen lui-même est victime de son ego et a des obstacles personnels à surmonter. C'est

le propos même de Pierre Rabbi, pour qui « *si je me change moi-même, je change la société* ».

On évoque alors « **l'incapacité à facilement changer de points de vue** » (1). C'est « *la difficulté à déconstruire nos représentations mentales* »(1), par exemple pour « *le consommateur de faire marche arrière* »(1) (ce qui est bien connu des économistes sous le nom « d'effet cliquet »). Et quant aux *innovations comme le « revenu d'existence », on craint « qu'il n'installe le citoyen dans sa paresse naturelle »* (1)

Les autres facteurs de création d'un fatalisme ambiant.

Pour certains, le citoyen reste « *impuissant devant les coûts exagérés en tout* »(1) ; « *Il est pris par un manque de temps et de moyens* »(1) ; même en esprit *il ne peut rêver « de revenir au temps des cathédrales »*(1) ; il est en outre limité « *dans une méconnaissance des institutions* »(1) ; peu aidé « *dans ses démarches par une aide juridique appropriée* »(1) ; « *bloqué dans des horaires étroits suivis de peu d'accompagnement dans ses problèmes de santé* ». Ce n'est pas l'accumulation de tout ce que l'on pourrait dire qui est important, c'est surtout des exemples vécus qui démontrent à l'évidence un **fatalisme ambiant**.

III La renaissance d'une motivation citoyenne (29 items /79)

Le temps de recul étant pris par les participants pour une ébauche d'analyse de la société, (phase I et II et début de la phase trois), il est remarquable de voir les participants émettre d'**eux-mêmes des projets réalisables** dans leur territoire communal.

Négocier avec le maire sympathisant des lieux de rencontre

L'idéal serait que le maire accepte « **des lieux citoyens reconnus, des lieux où l'on puisse débattre de ce qui va et de ce qui ne va pas** » (1), « **même des lieux de quartiers** » (1) « *tant la nécessité d'une consultation citoyenne est grande* »(1).

Ces lieux institutionnels ou installés par la coutume dans un premier temps, en appui du travail du conseil municipal, établiraient clairement l'intention « *d'une transparence réelle sur les projets du futurs* »(1), seraient « *source permanente d'information pour les administrés* »(1) et l'occasion pour les administrés d'« *entendre aussi les experts ou les différentes parties prenantes d'un projet* ».

Institutionnaliser, cela rendraient « *les maires plus attentifs aux compte rendus diffusés au plus grand nombre* »(1) « *de sorte que chacun puisse suivre l'évolution et la réalisation de grands projets* » (1). Cela pousserait certains à être plus conformes aux lois existantes » (1).

Il se formerait ainsi comme « *une assemblée de citoyens autour de projets de la commune* » (1), « *dans des domaines différents relevant de la compétence de la mairie* » (1). « *Des projets à réaliser dans une durée limitée et convenue* » (1).

L'initiative du projet pourrait être celle du **citoyen**, le maire « *invitant les concitoyens à se grouper par centre d'intérêts* » (1). Il y aurait ainsi des projets émis par les citoyens, dans des thématiques connues **que nous pouvons énumérer ici :**

L'agriculture, l'alimentation, l'habitat, l'énergie, l'eau, les déchets, les circuits courts, l'économie circulaire, l'artisanat, l'art et la culture, le rôle des femmes et de l'enfant, la santé, le chômage et le troisième âge,

Ce sont des thématiques de la parole du citoyen, largement répandues dans les associations et réseaux sociaux, à sa portée et non plus de grandes catégories comme le politique, le social ou l'économique qui sont les catégories d'affrontements entre partis politiques au niveau national.

L'initiative bien sûr serait aussi, comme de nos jours, de la compétence du maire, mais avec la volonté d'un travail des concitoyens complémentaire à celui du conseil municipal. Il est alors facile de comprendre que le citoyen *vivrait une nouvelle citoyenneté lui permettant « d'exercer une part de pouvoir, pouvoir de suggestion ou de contrôle » (1).*

Il reste bien sûr à définir encore plus les domaines de concertation du citoyen, avec quelle représentation et un minimum de méthodologie. Par exemple rien

n'empêche «qu'il y ait des groupes de travail adultes-enfants »(1), des groupes intergénérationnels (1)», sans compter bien sûr une mixité sociale de fait.

Emergence de projets concrets issus du discours des participants

Certains peuvent dire que d'ores et déjà ils parlent au maire par exemple de la réalisation d'une ludothèque ou de quoi que cela soit d'autre. C'est déjà une « action » citoyenne, mais elle est épisodique ; le plus difficile à comprendre c'est que cette action aura toutes les chances de réussir si elle se fait dans le cadre d'un processus complet d'achèvement ; c'est toute une démarche, méthodique, par phases successives nécessitant un suivi et en permanence à chaque étape, un débat et un choix des solutions. Cela suppose une phase de formation à la procédure choisie et une mutualisation de compétences locales. Prenons quelques exemples cités par les participants.

Projet de circuits courts concernant l'alimentation et la production locale

La commune pourrait avoir « un **pouvoir sur certains prix** non pas en termes de marché mais en fonction de critères comme la proximité du lieu de production (1) le temps du travail (1) l'utilité de l'objet)(1).

Cela suppose que « l'organisation de la commune soit « locavore » (nanotechnologies » (1). Cela suppose qu'on puisse « acheter des produits locaux comme des légumes dans le quotidien facilement, quel que soit le jour »(1), mais cela nécessite aussi « un local »(1), voire « une superficie cultivable bio »(1) (nombre de communes actuellement créent des commerces, restaurants, magasins). Cela suppose enfin l'agrément des producteurs du territoire, l'agrément des gérants des locaux ainsi acquis par la mairie « localiser les besoins alimentaires » (1); il y a là la nécessité en amont d'établir un cahier des charges, ce serait le cas de la réalisation d'une cantine avec des repas bio certains jours » (1). On comprend aussi que cela concerne tout le maintien de « l'artisanat » (1) ou tout ce « pour laquelle il existe des solutions locales » (1)

On comprend dès lors que **seul un processus de concertation complet** et réfléchi en commun, pourra aboutir à la réalisation d'actions tout en évitant les dérives dénoncées par les participants dans l'analyse de leur ressenti.

C'est une Démarche d'un genre nouveau, elle se répand mais n'est pas encore dans la loi.

Projets du maire et imposés aux maires par des instances (préfet, normes etc)

« L'idéal pour le citoyen serait d'avoir un regard sur les appels d'offre aux entreprises » (1). Il pourrait y avoir **«une communauté de professionnels locaux qui donnent leur avis (1) parallèlement à des citoyens mesurant les conséquences du projet sur la vie quotidienne »**, parfois même **« l'avis des enfants entrerait dans le choix de la décision » (1),.**

Tout est possible dans la mesure où tout est mis en œuvre pour que tous les aspects économiques techniques, se complètent par la prise en considération de l'humain et de la nature, «ces humains dont on devrait prendre en compte les besoins» (1).

Pour conclure provisoirement, toute cette restitution d'un discours dans le langage des participants, a coûté précisément au total 45 minutes de travail individuel et 4H30 à la mise en commun du groupe.

La démarche de la quatrième phase sera, avec un changement de méthode, de faire un premier cas d'école concret ou, si l'on veut, un exercice de propositions aux maires.

Il en sera déduit ultérieurement les points clés méthodologiques d'une démarche de sensibilisation des maires

01/02/2016

Travaux parallèles au laboratoire citoyen

06/02/2016

Recherche parallèle sur le contenu de la parole citoyenne ;

Colibris P 1

Partagir P 2

Alternatiba P 13

1 les colibris de chartres grand groupe (d'après compte rendu janvier 2016)

Il n 'est pas ici rendu compte des ateliers en cours à Colibris chartres.

A Questions posées au grand groupe

Sommes nous en mesure de mettre à jour cette perspective d'une transition de la société , les zones de sensibilités et les **besoins** en Eure et Loire

Quels moyens d 'actions mettrons nous en œuvre pour amplifier notre mission de « caisse de raisonnantes d 'initiatives 'celles en cours et celles que nous pourrions inventer »

B Production du grand groupe.

Sens général d 'un direction de pensée

Forum prospectif ,réflexion et orientation : quelle transition pour l' Eure et Loire ?

« Se poser la question sur les mouvements citoyens dans la vie de la cité (contre pouvoir ou découverte d' un nouveau pouvoir) »

L 'esprit des Oasis.

Une attitude individuelle des colibris

Créer des liens avec mon voisinage

Approcher l 'autre, favoriser la relation humaine , faire évoluer le regard sur soi et sur l' autre

Profiter des lieux de rencontre

Créer des lieux de rencontre

Pour faire quoi

Provoquer une ouverture des consciences aux questions de la transition

Comprendre les résistances

Favoriser l'autonomie de chacun.

Parler d'économie et de transition verte

Moyens à utiliser

Se doter d'outils de communication ouverts et accessibles à tous

Diffuser de l'information.

Dans un mode participatif (éviter dogmatisme et discours culpabilisant)

2 Dreux avec l'association Partager

Cercle laïque de Dreux , La participation citoyenne

Jérôme Mandeville (Partagir méthodes) René Polin

(introduction à la participation citoyenne)

Thème général : La participation citoyenne dans les communes

(introduction)René

Introduction de la séance

Lorsque l'on m'a invité à faire une intervention sur le thème de la participation citoyenne je me suis posé la question de ce qu'il serait le plus utile de dire à un public varié pour faciliter le plus votre participation à la thématique proposée.

. Je me suis posé les questions que toute personne interrogée sur la question se pose sur de la démocratie participative. J'y ai ajouté des arguments plaidant en faveur de la parole citoyenne à inscrire dans nos institutions. De quoi étayer vos propres réflexions que suscitera notre ami Jérôme.

La question posée est :

Dans quelle mesure et pourquoi et comment peut on impliquer plus les citoyens dans les institutions d'un territoire comme la commune , le village, la ville , la région ?

Première idée :

Nous vivons une période de transition, due à des crises convergentes extrêmement liées. C'est un terrain favorable pour instaurer plus de participation aux affaires de la cité,

Vous connaissez tous le **réchauffement climatique**.

Ses conséquences sont des déplacements prévisibles de populations chassés par la désertification. De l'alimentation d'une population elle grandissante. L'immigration pose des problèmes d'emplois. il transforme des zones de pêche, déplace des cultures vers le nord, et pose le problème aussi de l'eau , de sa quantité et répartition

Deuxième idée

Problèmes de société, et gestion du territoire de proximité sont liés

Je limite cet enchaînement à ce que l'on peut saisir, mais ce que je veux dire, c'est que ce problème mondial

est aussi l'affaire du territoire local. Entendons, le quartier, le village, l'intercommunalité de communes, et enfin celui qui décide une fois élus.. le maire .

Les décisions des maires participent d'un marché plus global que son territoire. Mais une fois élu il prend ses décisions tout seul éclairé par les experts, ou les entreprises. Le citoyen est exclu des décisions.

Je n'ai pas le temps ici de tout développer, mais nous avons aussi des **crises de l'emploi**, des crises de **délocalisations**, des **crises monétaires**, des crises due à **une spéculation mondiale sans frein** et de **la** qui enferme les ménages et les états dans **une économie de dette exponentielle**, sans compter une **administration si lourde que personne** ne s'y reconnaît Sans parler d'acquets comme la santé qui devient de plus en plus accessible qu'aux revenus élevés. Et ce n'est qu'un résumé très incomplet.

Vous ne serez pas surpris que même localement **il y a des solutions à la parole du citoyen** si on lui donnait la parole. et peut être des compétences repensées pour le maie et son conseil municipal.

Deuxième idée l'économie est aussi une affaire locale

Le citoyen comme vous est moi, pense que l'économie actuelle n'est pas de son domaine. C'est trop technique, c'est incompréhensible.. Qu'y puis je ?

Et bien c'est faux, **le citoyen a un pouvoir de fait qu'il ignore.**

Tous les actes de tous les consommateurs constituent d'importantes masses appelées **agrégats économiques**. Leurs goûts, l'argent qu'ils dépensent sert au marketing et leurs études de consommateurs pour transformer leur production, leur distribution. **Toute une part de l'économie est obligée de s'aligner sur les attentes et les actes des consommateurs.**

Donnons quelques exemples de comportements qui changent des pans entiers de l'économie.

De nouvelles activités naissent, dans le sens du bio, d'une alimentation de qualité. L'uberisation au lieu de compagnies classiques ; le prêt de logements ou d'échanges de logements, la location avantageuse de biens immobiliers ou autre bouleversent des pans entiers de l'économie. Une demande de plus en plus pressante de produits bio, protégeant plus la santé

amène les entrepreneurs à modifier la qualité et la quantité de leur production.

Rajoutons brièvement que le **développement de l'informatique**, le choix par internet sans magasins, la livraison à domicile rend le consommateur plus exigeant sur ses choix, mais rend obsolète aussi les lieux de grande distribution.

° La **troisième idée est que pour partie l'économie n'est pas l'œuvre d'un demain invisible, le consommateur a un véritable pouvoir économique en main. Ce pouvoir est local.**

Economie circulaire,

Aux mécanismes de l'**économie tout profit pour le profit (80 pour cent des richesses appartiennent un pour cent de la population mondiale)** se substituent des mécanismes **d'économie circulaire**. On réutilise sans déchets, on répare, on s'échange des services sans argent.

Circuits courts,

Des innovations installent aussi une **économie de circuits courts. Entre le producteur local et le consommateur local**. Ces circuits courts ôtent aux grandes entreprises des parts de marché de plus en plus importantes. Protégeant ainsi des coopératives, des commerces locaux et l'artisanat et enfin l'emploi local.

Economie circulaire, circuits courts, sont des actes citoyens qui se multiplient actuellement ;

Vous aurez compris que le citoyen que nous sommes vous et moi ne **sommes pas si démunis de Pouvoir sur ce que nous vivons dans le quotidien.**

° **Quatrième idée : un mouvement profond fait de valeurs communes.**

A quoi ai je droit actuellement dans la démocratie actuelle ? Un vote tous les 5 ans, ou un vote pour les régions et pour mon maire. Le ressenti qui s'installe et que vous connaissez est que cette **démocratie là est insuffisante.** (Aux élections européennes 70 pour cent des français n'y ont pas participé) Un plein pouvoir est donné à des élites ou à des professionnels qui une fois élus ne consultent pas le citoyen. S'il y a des maires plus « humanistes » que d'autres, nombreux sont ceux qui n'informent plus de leurs décisions économiques, celles qui engagent les impôts des citoyens.

La première valeur commune est un ressenti très développé d'un citoyen coupé de l'économie de profit pour le profit et d'une citoyenneté représentant plus ses attentes.

Une valeur qui se répand est l'idée de **Biens communs ;**
Des services publics, la santé, les trains, l'électricité sont des biens acquis par nos impôts. Ce sont des biens communs. Mais aussi se répand l'idée que toute cette économie de profit pour le profit, qui ne profite pas aux citoyens au contraire nuit à l'homme et à la nature. Un sentiment très fort. une véritable mouvance née des citoyens eux mêmes.

La deuxième valeur partagée est un sentiment de solidarité, de partage, de coopération, d'effort en commun de collectif.

De liens d'humanité à renouer des liens avec son voisin plutôt qu'à courir pour plus de productivité absurde.

Alors vous me direz, et la participation pour laquelle nous sommes venus à cette réunion ?

Alors je vous répondrai je viens de **vous dire que vous avez dans les mains, autre que le vote habituel un véritable** pouvoir sur l'évolution des choses d'une société obligée par des crises convergentes de se transformer.

Si vous êtes conscients de ces éléments, alors vous pouvez vous intéresser à une démocratie participative qu'il convient de promouvoir ?

°Cinquième idée. Qui promeut actuellement l'idée de participer ? L'instauration de la participation citoyenne est en marche ;

Véritable ras de marée en France en Europe et dans le monde, ces nouveaux moyens de communications internet, sites, blogs, Smartphones, s'échangent se regroupent en associations réseaux. Elles développent des idées et des pratiques d'organisation participative à l'occasion d'actions de plus ou moins grande s actions.

Jérôme anime son association Partagir, je fais partie d'associations comme Colibris et Alternatiba. Mais il en existe des centaines d'autres. Partout naît un désir d'actions, de jouer un rôle.

Vous ne seriez pas seuls à prendre conscience que participer c'est pour vous donner la société que vous méritez et non celle que l'on vous impose .

Mais participer n'est pas dans nos moeurs. Elle laisse indifférente ou est accusée d'utopie, dans une grande majorité, elle est considérée comme gênante et indésirable

Et pourtant elle naît partout dans des centaines d'endroits.
Elle fait des expériences plus ou moins avancées. Par exemple en GB ,Bristol c'est une création de **monnaie locale** que l'on trouve en France en Allemagne et ailleurs.

Là se créent des Scop regroupant commerçants, entreprises et artisans protégeant l'emploi local

Et promouvant des solutions alternatives pour l'habitat et l'environnement de façon coopérative. En Eure et Loire c'est le projet **Oxygène** qui regroupera mille artisans entreprises et commerçants pour un habitat alternatif.

La cinquième idée est que ce ne sont plus des élites qui imposent de haut leur point de vue mais 'c'est du bas que peut se construire de nouvelles institutions, et en particulier dans sa commune ;

**La participation n'existera que si le citoyen lui même y donne un contenu.
Mais il faut donner un contenu au mot participation.**

Participer sur quoi , comment dans mon territoire c'est quoi ?

Est ce que cela existe quelque part ?

Oui au Danemark et au Canada, Jérôme évoquera l'exemple en Espagne ;

L'exemple Danois

Je terminerai cet exposé d'introduction pour anticiper la question, « **mais à quoi cela sert** » ou à l'objection que « c'est **utopique** » pour dire que ce qui naît en France et dans le monde

Est déjà institutionnalisé au Danemark ou au Canada sous la forme de « **conférences de citoyens** ». Il faut enfin dire que beaucoup de nos gouvernants cherchent de nouvelles idées.

La conférence du citoyen a lieu pour tout projet à réaliser

Il s'agit d'un **groupe de citoyens**, tirés au sort comme un jury d'assise.

Dans un premier temps il y a écoute des experts, formation sur la compréhension du sujet . Cette formation est longue. Elle se complète par les contacts avec des partenaires sociaux

Au bout de 4 ou 5 mois, il y a la conférence elle même. 4 ou 5 jours

Le premier jour des questions sont posées aux experts et ceux qui ont émis leur avis.

Avec l'aide de rédacteurs un texte est alors constitué incluant l'avis du jury ;

Il sert alors soit de conseil au gouvernement (au maire ?)

Soit qu'il devienne un texte débattu au parlement (en conseil municipal)
Soit qu'il devienne un texte de décisions entériné par les instances élues.

Le résultat ?

Il y aurait au Danemark un **véritable consensus social, fondé à la fois sur la culture, la flexibilité, la sécurité des citoyens et leur concours à la gouvernance du pays . Le mot d'ordre est on ne peut plus clair « Tous ensemble » empreint de dialogue, de partenariat et de confiance sociale avec une obligation de résultat.**

Cela se traduit pas des politiques sociales généreuses, un revenu d'existence, des politiques actives en matière d'emplois gérés par les syndicats,, par une plus grande flexibilisé des entreprises.

En conclusion il s'agit de fait de franciser ce qui existe déjà à l'étranger ce qui ne peut passer que par le sentiment des citoyens eux mêmes et leur participation.

C 'est ce à quoi nos vous invitons tout à l 'heure pour vous en faire vivre le comment.

NB Le droit du travail dépend de conventions collectives, négociées tant dans le privé que le collectif (il n'y'a pas de fonctionnaires à vie, peu de CDI 25%, contrat de remplacement 25 % et 8% en « activation », 4% en CDD (souvent des missions d'étudiants. Ajoutons à cela que 80 % des Danois sont syndiqués)

Le point fort de ce consensus social est **la sécurité des revenus** (proche de l'idée du **revenu d'existence** dont il existe d'ailleurs des expériences en Inde et un essai en cours en Finlande). Cette sécurité est illustrée par une revenu de 90 % du dernier salaire jusqu'à hauteur de 2250 euros mensuels et de 50 % pour les ex salaires arrivant à 3350 euros et plus. Et ce pendant 4 ans...

Ceci dit des offres dites « d'activation, » de formation sont faites par les syndicats qui gèrent les cotisations de solidarité, les allocations et l'activation des chômeurs, et il y a obligation de ne pas rester simple assisté en acceptant de travailler. Et il y a une forte condition, celle d'accepter un emploi, même avec 4 heures de transport /jour et avoir travaillé au moins 52 semaines dans les trois dernières années. En cas d'échec au bout de 4 ans, il y a en plus une assistance qui prend le relais pour les cas désespérés qui ne pourront jamais participer au système compétitif. Enfin, même dans ce cas les **salaires obtenus correspondent au salaire moyen danois.**

Mais la mentalité une fois encore est de vouloir « **gagner tous ensemble.** » dans la société actuelle. Je suis quant à moi très enthousiaste de ce type de société et ne pense pas que cela mérite quolibets, mépris, ou silence ... Cet été encore, on montrait une entreprise de porc danoise, parfaitement moderne, subissant des normes sanitaires et écologiques plus sévères qu'en France, avec une forte exportation dans 100 pays dans le monde entier et vendant ses produits beaucoup plus bas que le pris fixé par le gouvernement français aux éleveurs bretons accablés de charges. Où est l'erreur ? Et que dire de ce premier ministre interviewé dans un modeste bureau qui dit au journaliste : « vous voudrez bien m'excuser,

il est 15 heures 30, il faut que j'aille chercher mon fils à l'école et préparer le repas car ma femme ne revient ce soir qu'à 19 heures ».
René Polin.

II Méthode employée et participation (65 participants) Durée Trois heures)

Méthode (Jérôme, Partagir)

Vidéo de l'expérience d 'une ville de 1200 habitants(Saillants) d'une participation citoyenne constante et avancée ;

Méthode en grand groupe

1 Chacun est invité à inscrire une idée sur un post it (7 minutes)

2 Chacun lit son post it devant tout le monde

3 Les « post it » sont groupés sur en tableau de thématiques.
(Le regroupement des post it , permet la constitution de petits groupes .(30 minutes).)

4 Discussion au sein des groupes restreints ; Un rapporteur ;
(30 minutes)

5 Bilan de chaque rapporteur (30 minutes) au grand groupe inscrit au paperboard .

La méthode a une suite .. non employée ce jour.

Une liste d 'échanges de coordonnées est envoyée à tous

Pour rester en contact avec un développement de la thématique choisie.

Restitution de la production de groupe

***1 Restitution de la constitution des thématiques
Issues des participations individuelles***

Thématique : Partage et lien entre citoyens

Plus de lieux d'échanges pour les citoyens

Des espaces communs pour tous les habitants de la commune

(Accessibilité parking)

Lieux partagés d'objets, de services de jardins partagés

Activités en commun intergénérationnelles

Connexion internet décente

Rencontres intercommunautaires

Echanges entre voisins (vidéos placards)

S'approprier la parole, s'exprimer

Faciliter la parole entre habitants ;

Développer la communication entre habitants (sortir de chez soi)

Sortir de l'isolement des uns et des autres, (un communitarisme créant le chômage)

Moments de partage ou d'échanges, services, compétences

Moments de plaisir (culture), avec mixité sociale.

Manque d'une communication plus lisible sur les seniors, la jeunesse, la famille

Améliorer les relations entre habitants en luttant contre les fractures (jeunes vieux, centre ville quartiers, différence origines ethnique)

Mieux se connaître pour mieux vivre ensemble

Passer du chacun pour soi à une prise de conscience plus collective

Créer des lieux de vie utiles pour les jeunes

Se réapproprier les espaces collectifs.

Partager des valeurs communes dans des lieux
interculturels. Créer des liens sociaux.
Manque de mixité sociale (clivage entre les plateaux et le
centre ville)
Retrouver la vie de quartier
Activités pour handicapés et personnes isolées.
Veilles pour les personnes âgées
Lutter contre les ghettos
Difficultés pour les associations de fonctionner à cause des
baisses des subsides.

Art et culture, loisirs

Maison de jeunes avec de nouvelles technologies
Encadrement par des professionnels et des non
professionnels en cours de formation
Plus de dispositifs et projets culturels
Plus d'accès à la culture (théâtre, musique) pour les jeunes et
tout le monde
Un centre aquatique
Participer à une animation intergénérationnelle
Et inter compétences

Transports et piétons, urbanisme

Des trottoirs
Un plan de circulation respectueux de la vie des habitants
De la place pour **les vélos** et les **piétons**
Pistes velocyclables à côté des voitures
Déplacement et transport des **personnes âgées**

Une nationale à 4 voies et non une autoroute
(Connaître en amont le projet)
Bancs publics, jardins publics
Moins de villages dortoirs **plus de rencontres métiers**
Accès handicapés des bâtiments publics

Activités économiques de proximité
Dreux 16% chômage comment créer des emplois ?

Favoriser le commerce de proximité
Des artisans de proximité (couturiers, graineteries,
poissonniers, marchands de laine)
Comment développer des prix **raisonnables et nourrir une**
population avec moins de pesticide et autre « chimies »

Une démocratie locale participative et instituée.

De la démocratie participative
Connaître les projets avant toute décision du pouvoir
Interroger les « acteurs » (au pouvoir)
Plus de décisions unilatérales des élus
Bonne volonté du citoyen de base
Un dialogue constructif avec les élus
Un **pouvoir de contrôle des mairies** (« vraiment
maffieuse »)
Une **gouvernance alternative** incluant aussi des personnes
en situation précaire, enfants, jeunes, handicapés)
Une **information** en amont des projets (news letters ?)
Une information sur les conseils municipaux

Une décision collégiale sur les gros projets. Réseau informatique, transport, assainissement

2 Présentation des rapporteurs de la discussion en petits groupes

Urbanisme

Faut il se structurer par exemple pour l 'autoroute ?
(Mais on s 'aperçoit que les avis divergent)

Quelles stratégies et dirigées vers qui (l 'état, les associations ,les ménages)

Favoriser la vie de quartier

Commerce artisanat, lieux de proximité.

Economie circulaire

Friches, centre ville transformée en jardins, d 'où,emplois

Local où déposer les outils ;

Tous les besoins exprimés dans la première phase

Créer un **restaurant solidaire**

Des lieux de **formation à l'artisanat**

Couper avec le système avec une **monnaie locale**

Partage de **potagers près des écoles**

Lieux **d'échanges de compétence** sur le modèle des sels
près des écoles

Echanges de savoir faire

Transport

Eléments de mobilité ; réduire la vitesse à 30 KM /h
Modes de transports alternatifs

Commentaire :

*En fait la deuxième phase, « synthèse » des groupes
A rencontré deux difficultés*

*1 Suite à la première phase, les participants se sont regroupés
un peu au hasard*

*2 Les rapporteurs ont été les uns tentés de faire soit une
« synthèse » (questionnement, problématiques, voeux
généraux), soit poursuivre la liste d'actions souvent entreprises
par des associations.*

*Il s'agissait d'une démonstration ,inachevée. Des phases
suivantes auraient amené l'idée d'un choix faisant l'objet d
d'un consensus pour un petit nombre d'actions pris en charge
par ceux qui s'intéressent plus particulièrement à tel ou tel
aspect.*

*La liste des adresses est envoyée à tous les participants
Pour leur permettre de communiquer.*

Jérôme prévoit de revenir compléter ultérieurement ;

La séance se termine à 20 heures ;

Alternatiba

Alternatiba est un mouvement né à Bayonne dont le but est de sensibiliser la population à des propositions alternatives.

Le point fort d'Alternatiba est l'installation de villages alternatifs groupés en thématiques,

Nous ne donnons des activités d'Alternatiba ici qu'une action particulière ou pacte pour la transition avec les maires.

L'idée est que des citoyens présentent aux maires une liste de 15 propositions réalisables dans la commune. C'est la mise en œuvre d'une mentalité de participation citoyenne sur des points pré formulés

° Favoriser les modes de déplacement actifs (marche, vélo) en développant les espaces piétonniers et en créant au moins une zone de rencontre (vitesse limitée à 20km/h).

° Alimenter au moins un bâtiment public ou l'éclairage public par un fournisseur d'électricité 100 % renouvelable et coopératif.

° Mettre à disposition au moins une toiture d'un bâtiment public (gymnase, salle polyvalente, mairie, bien orientée pour mettre en œuvre une installation solaire photovoltaïque financée et maîtrisée par els habitants ;

° Introduire au moins un repas végétarien par semaine, et progressivement et de façon régulière des produits locaux issus de l'agriculture biologique et/ou

du commerce équitable, dans les menus de restauration collective.

- Réaliser un état des lieux des terres disponibles ou à acquérir en vue d'y développer un projet d'agriculture biologique et citoyenne.
- Proposer des solutions de tri à la source des bio déchets pour les ménages et les restaurants (collecte séparée, lombricomposteurs, composteurs etc.) et un traitement en circuit court
- Prendre un arrêté municipal interdisant la distribution de sacs de caisse (compostables ou non) pour l'ensemble des commerces sur le territoire.
- Mettre à disposition un local ou un espace pour une association, une coopérative ou une entreprise d'insertion qui souhaite développer une activité de réparation, de réutilisation ou de deuxième vie de biens matériels.
- Mettre à disposition une parcelle ou un bâtiment à rénover pour un projet d'habitat collectif et écologique porté par des citoyens.
- utiliser une source de financement éthique et transparente issue de l'épargne citoyenne pour financer au moins un projet d'investissement de la commune (ou de regroupement de communes).
- Adhérer à une monnaie locale portée par les citoyens ou organiser une présentation publique pour en comprendre les bénéfices.
- Adopter une délibération pour placer symboliquement la commune (ou le regroupement de communes) en « zone hors TAFTA ».
- Distribuer le livret sur la transition à l'ensemble des agents et élus et organiser au moins une journée de formation sur la transition.
- Organiser au moins deux ateliers de sensibilisation à la consommation responsable et aux économies d'énergie dans le cadre des temps d'activité périscolaires.
- Soutenir l'émergence et la structuration d'acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire en intégrant des critères environnementaux et sociaux dans au moins un marché public.

Commentaire :

Il apparaît à l'évidence une communauté de pensée convergente.

Deux manières de faire : L'une qui met le participant de réfléchir par lui-même et de se regrouper, choisir une action à laquelle le groupe adhère. Le fond des actions et de leur organisation dépend d'un citoyen autonome et responsable.

L'autre c'est de former à une pensée venue d'ailleurs et qui recoupe des thématiques générales d'une partie de l'opinion publique, en offrant de méthodes et des contenus pour constituer un mouvement.

A ce jour, l'idée d'**institutionnaliser une participation citoyenne reste éloignée des esprits.**

**Toutes actions qui se mettent en place participent d'une parole citoyenne en œuvre. C'est un déconditionnement des pratiques de l'actuelle démocratie rendue obsolète par une société en transition .
C'est en multipliant les exemples concrets de façon coutumière, que naîtra l'idée d'un changement légal du mode de fonctionnement des mairies, et des acteurs**

René polin 06/02/2016

Le mouvement Alternatiba Chartres, dépourvu d'une existence juridique, se voit refuser le lieu d'un prochain village des alternatives.

En conséquence, à l'instar d'Alternatiba national, l'Alternatiba local se cherche une identité et un rôle.

De nombreux participants se retirent de fait, remplacés par quelques nouveaux

Peu de place est laissée à une organisation participative et mutualisante de ressources.

Le noyau qui reste suit l'actualité comme elle se présente.

Reste la thématique centrée sur le pacte de la transition à négocier auprès des

maires.

Il n'y a ni suivi ni cohérence, ni analyse.

conclusion provisoire 26/02/2016

Une dernière séance en grand groupe Colibris chartres.

Il avait été demandé de présenter les travaux du Labo citoyen au grand groupe .en peu de temps. Il était convenu d'un court temps de présentation suite à quelques questions, puis des témoignages de quelques participants et enfin de laisser la place à tous pour poser des questions complémentaires.

Une présentation globale

Q Pourquoi un labo citoyen ? Qu'est ce qu'un laboratoire ?

Le labo citoyen est un lieu de recherche où la parole de chacun est prise en considération, et restituée par une analyse de contenu.

La réflexion individuelle puis collective a pour source l'unique question suivante :

« Dans quelle société voulez vous vivre ? »

A chacun il était demandé ce qu'il considérait de positif et de négatif dans la société, en trois phases. Autrefois, aujourd'hui,. Là phase « demain dans l'idéal » faisant apparaître ce qui devrait être modifié et ce qui devait être gardé, d'où l'idée **d'une autre société où le citoyen aurait un droit à la parole avec de nouveaux droits**. En d'autres termes c'est donner un contenu authentique au thème connu de participation du citoyen, ou la démocratie participative.

Q Comment va évoluer le labo citoyen ?

Chaque phase de réflexion fait naître une phase suivante.

L'intérêt pour les associations est que leurs attentes puissent être entendues par les

acteurs du territoire, commune intercommunalité, et réalisées en collaboration institutionnelle pendant la durée du mandat de l' élu.

1 Le laboratoire fait apparaître la plainte concernant « les décisions unilatérales de certains maires »

Un exemple est donné celui de Réauville :

Sans information, ni consultation, le maire cède à Engie , et Bouygues 10 hectares de forêt pour construire une usine solaire .Il a pris sa décision seul ;

Un exemple plus limité, les tilleuls de chartres :

Sans explication, la mairie de chartres fait disparaître les tilleuls sur une de ses places. Une partie de la population y était opposée, malgré des manifestations de ce mécontentement la mairie a passé outre.

Combien d'actions sont ainsi « nullifiées » tout au long des mandats de maires abusifs ?

2 Le labo citoyen fait apparaître les vœux d 'une autre citoyenneté

Chaque action des associations est un élément constitutif d'une future participation citoyenne.

° Toutes les actions font naître dans les faits une autre citoyenneté,

C 'est donner un sens à la formule de Pierre Rabbhi « *je suis la société* »

° Toutes les actions des associations sont comme une pression sur les institutions. Seuls certains maires en tiennent compte dans leur gouvernance et agissent autrement. »

° Que faudrait il donc pour que les actions se réalisent avec succès avec le concours des citoyens ?

Réponse : Il faudrait tendre vers une **institutionnalisation d 'un dialogue permanent entre les habitants et les acteurs sociaux**

3 Le labo citoyen veut un citoyen écouté.

L'idée de faire progresser la démocratie actuelle est une utopie

Mais comme le dit Pierre Rabhi, « l'utopie d'aujourd'hui es la réalité de demain »

Le labo citoyen fait émerger une clarification de cette **utopie :**

Les habitants votent mais veulent en plus « Etre informés »

« Avoir un pouvoir de propositions »

« Avoir un pouvoir de contrôle des décisions »

I

Une socio démocratie de village ou de quartier

« chacun est expert dans sa rue »

I

Les maires sont élus et Ils sont attentifs aux attentes des administrés

Ils veulent satisfaire des besoins locaux

Ils souhaitent un consensus sur leur gestion

Ils souhaitent réaliser des projets imposés avec l'accord des administrés.

Q Que fait il pour que cette utopie devienne une réalité ?

Réponse : multiplier les actions avec les maires jusqu'à ce que faire les lois nouvelles devienne une nécessité.

4 Le laboratoire citoyen cherche à construire le modèle d'application de la prise en compte de la parole citoyenne exprimée par les actions des associations. Ce qui suppose une méthodologie de l'action et de possibles structures nouvelles.

Un exemple de modèle conçu à Saillant (1200 habitants) :

Elections

Referendum

Gros projets

commissions participatives (Suggestions)

Commissions groupes (élaboration)

Projets

Conseil municipal	Binôme administré	Conseil des sages (Contrôle)
	Maire	
	1er adjoint	

Dans ce schéma les quatre conditions sont réunies

Un pouvoir de citoyen entre les experts les entreprises :une légitimité du pouvoir par les administrés

**Un pouvoir de contrôle contre les maires abusifs
Un pouvoir de propositions par les citoyens**

**Un pouvoir de collaboration aux réalisations des projets
Introduit par les normes , les préfets, l 'Europe**

**Plius on se rapproche de ce type de modèle
Plus on instaure une démocratie réellement participative**

**Par dessus tout ,
Chaque action rétabli des lieux de vie significatifs**

Un exemple d'action constructive

Une place sur le marché de vente de fermiers Bio et Colibris

Commentaire

**Cet exposé suivi de commentaires de participants est applaudi
Suivi de participants visiteurs levant la main pour que la réflexion continue**

**Le leader et animateur des Colibris prend sur elle
De déclarer que l' atelier ne pourrait plus se tenir le jour des la réunion colibris sans alternative proposée.**

Il s'agit donc , pour fait d'autocratie, d'un arrêt du labo citoyen de facto

René polin 26/02/2016

En fait tout ceci se résume à cela

« Qu 'est ce que être citoyen en 2016 ? »

une nouvelle page s'ouvre...

Programme suggéré des 5 séances suivantes

La participation citoyenne à la gestion et la réalisation de projets dans la commune.

Si une parole citoyenne était institutionnalisée (une disposition légale) dans le territoire de proximité avec un obligation d'être d'informé, et un pouvoir de suggestion et de contrôle ...

Un minimum de méthodologie

Phase individuelle de réflexion et mise en commun : toute idée ou détail exprimé librement et dans l'écoute de tous est utile.

Une analyse de contenu est diffusée après chaque séance

Séance 1 le citoyen et l'économie libérale (1 h)

Le labo citoyen fait ressortir les progrès et les critiques de **l'économie libérale** actuelle

En quoi une parole citoyenne pourrait concourir à limiter la prédominance d'une activité trop libérale. (Grande distribution, agriculture, énergie, biodiversité, emplois)

Vous choisirez des exemples concrets de projets en cours ou à venir, pour lesquels vous pensez que le citoyen aurait son mot à dire.

Séance II le citoyen et l'économie sociale, coopérative et solidaire. (1h)

En accord avec la philosophie de Pierre Rabbhi , le laboratoire citoyen fait ressortir la nécessité de liens, de lieux de vie et d'échanges...

Quelles sont les conditions à réunir pour que la parole citoyenne puisse apporter des suggestions au développement en complément des experts et entreprises intervenant dans la réalisation de projets ?

Vous choisirez ce qu'il semblerait utile d'exprimer dans le cadre d'une gestion d'une commune (Vous penserez à toutes les activités colibris en cours) ,et qui correspondrait à vos motivations.

Séance III **Le citoyen et la protection des biens communs** (1 H)

Le laboratoire citoyen fait ressortir la destruction de biens communs par l'économie libérale abusive. A la préservation de quels biens communs et comment le citoyen peut jouer un rôle utile ?

Outre une énumération de ce que vous entendez par Biens communs, vous suggérerez Des moyens pour les préserver.

Séance IV **Le citoyen dans une institution légale nouvelle de gestion du territoire** (deux heures minimum)

Le laboratoire citoyen fait ressortir que souvent le maire élu n 'informe plus et ne consulte plus les administrés ; ses décisions unilatérales sont le fait du prince, avec de lourdes conséquences sur les finances et le budget de la commune...

Quel complément de structure faudrait il apporter à la structure actuelle pour que la parole du citoyen soit prise en considération ?

Vous penserez à ce qui n 'existe pas et qui vous motiverait à participer même partiellement

Séance V **la méthodologie de la parole citoyenne** (Deux heures minimum)

La laboratoire citoyen fait ressortir que tous les projets élaborés par les citoyens échouent ou sont occultés faute de dialogue et de suivi concret, ou tout autre raison.

Pouvez vous penser à des éléments de méthode pour que l'échange soit pris en compte de façon utile et économique en temps ?

Une consultation explorant les attentes de maires sympathisants est actuellement en cours : le but ultime est de dégager un sens et un contenu aux acteurs qui travaillent actuellement sur de nouvelles dispositions légales. Leur travail ne peut se faire sans vos suggestions pour soit réaliste et réalisable.

Il serait nécessaire que les personnes intéressées puissent inscrire auprès d'Hélène avec leur coordonnée e mail et téléphone.

Ce trajet étant fait, il serait loisible d'améliorer l'action et la diffusion des actions colibris avec un plus d 'efficacité.

René polin 11/03/2016

18/03/2016 Phase grand groupe : le maire et sa commune

Les dirigeants sociocratiques des Colibris, décident d'une deuxième réunion grand groupe, réunion d'information sur le rôle et les limites des compétences du maire. Cette information est faite par un conseiller municipal, et totalement improvisée

Temps 3 : Atelier Citoyen

- sur le thème de la place du citoyen dans une démocratie représentative.
- Animation Salvatrice et René.

Introduction et présentation de l'intention de cet atelier par René : parler de la participation des citoyens à la vie de la commune, dans le système actuel, à travers un exemple concret. Et ouvrir la discussion.

Salvatrice illustre le fonctionnement de la gouvernance de la cité, dans le système actuel, sur la base de son expérience vécue. Aujourd'hui, dans ce système quelles sont la marge et la marche d'actions des élus. Quelle place a le citoyen ?

Exemple d'une commune : l'élaboration du programme par un futur élu, (BM), par la consultation des habitants de la ville, en porte à porte, tout au long de sa campagne.

Exposé du conseiller municipal

Une commune : sa gouvernance élaborée et mise en œuvre par une double équipe, celle des élus et celles des agents territoriaux qui sont l'équipe des permanents.

- les élus pensent et décident, ils bénéficient dans leur démarche de l'avis technique des agents territoriaux.
- Le groupe des élus comprend des composantes diverses : équipe en charge de l'exécutif, les élus d'une majorité, l'équipe du maire et les membres de « l'opposition » qui vont aussi apporter leur contribution.
- Cette composition est souvent habitée par un rapport de force entre équipe « majorité » et les représentants d'autres tendances.

L'équipe municipale est élue sur un **programme**.

C'est à ce moment-là que le citoyen donne son avis : soit au stade de l'élaboration du programme, soit, si le candidat n'est pas dans cette démarche consultative, en votant pour ou contre l'adoption de ce programme particulier lors de l'élection.

Ensuite, le citoyen s'attend à ce que le candidat devenu l'élu exécute son mandat en restant fidèle à son programme.

Au quotidien, le citoyen peut identifier des besoins détectés pour une communauté ou une collectivité d'intérêts et l'exprimer aux élus qui sont à l'écoute de l'expression publique. Le citoyen a donc accès au maire et aux élus. Il a également accès aux conseils municipaux, où sont présentés les projets, leurs résultats et où tous les élus peuvent s'exprimer. Le citoyen y est auditeur.

Etre à l'écoute ne signifie pas pour autant répondre positivement à la demande exprimée.

Les domaines qui ressortent de la gestion de la commune sont traités par des commissions thématiques et s'accompagnent de l'élaboration de budgets.

La contrainte dans la réalisation de projets provient souvent de la capacité de financement de la commune.

Les projets des domaines prioritaires prennent le pas et ceux du programme tout particulièrement.

ECHANGE : Réactions en gras des membres du labo citoyen

- **qu'est ce qui peut conduire un élu déjà disposé à l'écoute de ses concitoyens à aller vers plus de participatif ? Une volonté personnelle mais aussi une demande expresse de l'Etat qui a peut-être la tentation de mettre plus de participatif dans un nouveau contrat social ? Il est d'autant plus important que les citoyens participent dès aujourd'hui au processus de revitalisation de l'institution sans quoi le modèle participatif, ou pas, proviendra comme à l'habitude des seules sphères du monde politique.**
- **Beaucoup font le constat du mépris dans lequel certains élus, à tous niveaux, tiennent les électeurs. Ces derniers peuvent constater l'impossibilité dans laquelle ils sont de bloquer des projets contraires à leur volonté et le pouvoir des élus à décider seuls, in fine, au prétexte de l'intérêt collectif.**
- **Illustration de cette position par le biais d'un exemple récent où malgré une démarche constructive, un argumentaire étayé d'avis d'experts et un dossier proposant des aménagements raisonnables la position adoptée par la municipalité a simplement été maintenue.**
- **Quel est le cheminement du traitement d'une proposition communiquée par un citoyen auprès des élus locaux ? Comment ces derniers consultent-ils la population ? Que se passe t'il si la population n'est pas d'accord avec une décision ?**

Il y a tout d'abord consultations des élus sur l'opportunité d'un projet puis des commissions qui étudient un projet donné, puis des consultations pour recueillir des avis d'experts et d'utilisateurs, une restitution accessible au

public et finalement une prise de décision. Le citoyen peut accéder à l'information. Il n'a guère d'influence sur la décision.

- **L'inter-communalité, regroupement de petites communes, pour constituer des entités de 25000 habitants, va ainsi s'imposer à tous. Le local disparaît.**
- **Une institution telle que la démocratie représentative ne contient finalement pas de sécurité contre le mauvais usage qui serait fait du pouvoir donné par l'électeur à l'élu dès après l'élection. Le dévoiement est possible. Un modèle participatif donne aux électeurs un autre éventail d'intervention et la possibilité d'une implication déterminante dans la gestion de la commune.**

Conclusion de la séance : recommandation de lecture du nouveau n°de Kaizen avec l'exemple de la ville de Roubaix, dont l'actuel maire, issu d'un mouvement citoyen, a réussi à mobiliser des acteurs du territoire sur la réduction des déchets.

Le laboratoire reprend 09/04/2016

Programme séances laboratoire citoyen (11/03/2016)

Programme suggéré des 5 séances suivantes

La participation citoyenne à la gestion et la réalisation de projets dans la commune.

Si une parole citoyenne était institutionnalisée (une disposition légale) dans le territoire de proximité avec un obligation d'être d'informé, et un pouvoir de suggestion et de contrôle ...

Un minimum de méthodologie

Phase individuelle de réflexion et mise en commun : toute idée ou détail exprimé librement et dans l'écoute de tous est utile.

Une analyse de contenu est diffusée après chaque séance

Séance 1 le citoyen et l'économie libérale (1 h)

Le labo citoyen fait ressortir les progrès et les critiques de l'économie libérale actuelle

En quoi une parole citoyenne pourrait concourir à limiter la prédominance d'une activité trop libérale dans son territoire de proximité. (Grande distribution, agriculture, énergie, biodiversité, emplois)

Vous choisirez des exemples concrets de projets en cours ou à venir, pour lesquels vous pensez que le citoyen aurait son mot à dire.

Séance II le citoyen et l' **économie sociale, coopérative et solidaire.** (IH)

En accord avec la philosophie de Pierre Rabbhi , le laboratoire citoyen fait ressortir la nécessité de liens, de lieux de vie et d'échanges...

Quelles sont les conditions à réunir pour que la parole citoyenne puisse apporter des suggestions au développement en complément des experts et entreprises intervenant dans la réalisation de projets ?

Vous choisirez ce qu'il semblerait utile d'exprimer dans le cadre d'une gestion d'une commune (Vous penserez à toutes les activités colibris en cours) ,et qui correspondrait à vos motivations.

Séance III **Le citoyen et la protection des biens communs** (I H)

Le laboratoire citoyen fait ressortir la destruction de biens communs par l'économie libérale abusive. A la préservation de quels biens communs et comment le citoyen peut jouer un rôle utile ?

Outre une énumération de ce que vous entendez par Biens communs, vous suggérerez Des moyens pour les préserver.

Séance IV **Le citoyen dans une institution légale nouvelle de gestion du territoire** (deux heures minimum)

Le laboratoire citoyen fait ressortir que souvent le maire élu n 'informe plus et ne consulte plus les administrés ; ses décisions unilatérales sont le fait du prince, avec de lourdes conséquences sur les finances et le budget de la commune...

Quel complément de structure faudrait il apporter à la structure actuelle pour que la parole du citoyen soit prise en considération ?

Vous penserez à ce qui n 'existe pas et qui vous motiverait à participer même partiellement

Séance V **la méthodologie de la parole citoyenne** (Deux heures minimum)

La laboratoire citoyen fait ressortir que tous les projets élaborés par les citoyens échouent ou sont occultés faute de dialogue et de suivi concret, ou tout autre raison.

Pouvez vous penser à des éléments de méthode pour que l'échange soit pris en compte de façon utile et économique en temps ?

Une consultation explorant les attentes de maires sympathisants est actuellement en cours : le but ultime est de dégager un sens et un contenu aux acteurs qui travaillent actuellement sur de nouvelles dispositions légales. Leur travail ne peut se faire sans vos suggestions pour soit réaliste et réalisable.

Il serait nécessaire que les personnes intéressées p-uisse inscrire auprès d'Hélène avec leur coordonnée e mail et téléphone.

Ce trajet étant fait, il serait loisible d'améliorer l'action et la diffusion des actions colibris avec un plus d'efficacité.

René polin 11/03/2016

Phase V II/04/2016

1 - Citoyen et Economie libérale - laboratoire citoyen 10 avril 2016

Chers amis Colibris

Ce message pour nous rappeler le programme prévisible et la suite du laboratoire citoyen.

La dynamique du laboratoire citoyen a été retardée par des séances « grand groupe ». Il a été accepté de perdurer un peu le jour des réunions « racines », mais de façon plus réduite en attendant de trouver une solution de lieu de réunion.

Je tiens ici à dire dans quelles perspectives s'inscrivent cette « goutte d'eau du colibris » :

L'essentiel est de **constituer un corpus d'un discours de citoyens a-politique et a-commercial intéressé pour la construction d'un « lieu de vie »** : le territoire du citoyen est **son lieu de vie**. Une fois le vote municipal effectué, sauf exception, le citoyen n'a plus son mot à dire dans la conduite de projets petits ou grands. **D' où la Parole citoyenne**. Dans les grandes lignes il s'agit d'une modernisation plus juste de la démocratie actuelle.

Le laboratoire citoyen donne un sens et un contenu expérimental par le citoyen lambda lui même, au concept de participation souvent utilisé comme un effet d'annonce ou de démagogie. **Jamais concrétisé de façon pérenne et obligatoire dans les textes** de lois définissant les compétences et les limites des pouvoirs du conseil municipal et de son maire. L'idéal visé est que cette parole citoyenne soit

institutionnalisée pour que des actions comme celles de Colibris et d'autres soient pratique courante en collaboration avec les autorités.

Notre travail nourrit la réflexion de plusieurs associations, instituts de recherche, et différents acteurs sociaux intéressés par ce concept. Vos noms y figurent car il s'agit de votre langage. Il ne fait aucun doute que ce thème fasse l'objet d'une nouvelle Loi dans un futur proche et ce que vous produisez est rare et précieux. Il est question de faire des **séances avec d'autres citoyens** notamment de Dreux, pour étoffer la suite d'une manière ou d'une autre.

Un projet reste toujours un **acte de foi quelle que soit l'incrédulité d'un grand nombre**. Celui-ci se concrétisera dans des articles voire des publications, les colloques en France et auxquels je participe, et fait de plus en plus un objet d'étude et de propositions, de publications ; notre action n'est donc pas vide de sens. Vous en êtes le premier et essentiel maillon. Je ne suis qu'un modeste porte voix.

René 06/04/2016

04/12/2015 labo citoyen

De la nécessité de la participation citoyenne

1/La démocratie est en crise.

La multiplication sans précédent des décisions nécessaires à la vie en société représente un nouveau défi pour la démocratie qui est appelée à se moderniser.

. La participation citoyenne aux élections est très faible (72 % d'abstention aux élections européennes) : une fois élus, les représentants ont carte blanche dans un champ qui se situe entre les décisions des experts et les contraintes économiques mondiales, les normes européennes auxquelles s'ajoutent les normes françaises.

Toute forme de participation actuelle est fondée sur l'offre offerte à discussion à des représentants, sans que les citoyens ne soient

directement consultés. Les préoccupations des élus sont 'l'urgence donc le court terme, le désir de se maintenir élus ,

Les trois réformes territoriales votées en (2014 et 2015 amorcent un changement radical dans la vie démocratique locale. Dans le modèle de l'organisation démocratique de 1789, la troisième république avait accordé une place plus grande aux collectivités décentralisées , mais il continuait de reposer sur la commune ,siège principal des services publics de proximité et lieu d'exercice de la démocratie locale. En 2014 il y avait 530000 élus communaux et presque autant de citoyens prêts à prendre le relai. Un électeur sur cent est conseiller municipal. **Cet émiettement communal était la base de notre vie démocratique.** La proximité ainsi établie était le contrôle citoyen et démocratique sur les élus et l'administration locale. Certes, ceci est plus théorique que réel car dans les faits, les conseillers municipaux sont bien souvent soumis à la personnalité élue, voire à de professionnels de la politique , ou à des clans familiaux locaux et les élus sont dépendant de subsides dont l'obtention est souvent liée à des intérêts de parti politique ou financiers, ce qui dès lors, n'est plus du domaine du citoyen.

La loi Maptam de janvier 2014, **La loi de janvier 2015** sur les super région, les grandes intercommunalités à 15000 habitants au moins éloignent encore plus sûrement les citoyens de tout pouvoir de décision et se présentent comme un abandon de la notion d'administration territoriale du modèle démocratique précédent. Seuls « des élus professionnels » encore plus que par le passé pourront exercer un pouvoir de supervision. **La notion de démocratie participative ne peut être complète sans la notion de supervision et de contrôle du citoyen.**

Si le système précédent engendrait déjà des désillusions envers un politique jugé éloigné des citoyens, les dernières lois aggravent encore ce clivage et les désillusions qu'il entraîne.

. **Désillusion généralisée** à l'égard des politiciens, bureaucraties, lobbyistes, technocrates et experts : les syndicats en France ont un nombre limité d'adhérents. Les actuelles consultations des citoyens, si elles existent occultent les préoccupations quotidiennes du citoyen *landa* dans son territoire de vie, préoccupations dans des domaines micro, mais qui ajoutés les unes aux autres seraient une contribution à l'élucidation de projets macro.

. Ressenti partagé d'un **rejet de la croissance pour la croissance** nuisible à l'environnement l'homme et la nature.

. Ressenti que les **grands projets de société ne règlent pas les problèmes (emplois, sécurité, vieillesse, cadres de vie quotidiens des ménages** dans leur sphère de vie.(territoires , quartiers, villes, villages, régions de 5 à 7 millions d'habitants)

. Création de tout un réseau convergent de fabrication de courants d'opinions des citoyens en dehors des institutions démocratiques actuelles : associations, réseaux sur le net, Smartphones, blogs, site. Cette émergence de « réseaux citoyens » si nombreux est déjà considérée comme un élément de la vie locale, et sert de plus en plus de réservoirs à idées pour les politiques.

Toute une mouvance diversifiée mais convergente, opposée à un système économique mondial apparaissant comme contraire aux intérêts communs : si l'on parle de « bien commun », le simple bon sens fait que l'on ne peut qu'y intéresser une certaine participation citoyenne. C'est cette forme de participation citoyenne qu'il faut trouver.

Seule la participation effective des citoyens à des projets de transition sociales économiques technologiques, **entre la techno**

sphère et la sphère des décideurs politiques peut transformer des décisions techniquement adéquates en décisions appropriées qui n'excluent pas le social, l'humain.

Contrairement à la participation actuelle la participation citoyenne est fondée sur l'offre. A l'heure actuelle la demande ne trouvant pas de place dans les institutions prend la forme d'actions (comme les manifestations) plus ou moins violente, forcément en opposition aux politiques décidées par des élites.

2/ Les éléments de cette mouvance émergente

Dans quels domaines les citoyens pourraient ils agir ?

. Tout ce qui peut tourner autour de l'idée de Bien Commun, (L'eau, la biodiversité, les hôpitaux, l'éducation, l'emploi, l'infrastructure de transports, les retraites, tout ce qui touche à des solutions même locales concernant la transition économique, écologique, commerciale).

Agissant à leur niveau sur l'économique, par de petites actions souvent très modestes, Il y a *de facto* comme une revendication d'obtenir un droit de prendre part au processus décisionnel. S'il existe des « collectifs », avec des formes d'organisation(collectifs, « sociocratie »,) qui leur est propre, pourquoi ne pourrait on pas en faire des modes de fonctionnement du citoyen dans des institutions rénovées ,imitant ces modes de fonctionnement de plus en plus répandus.

Ce bien commun géré collectivement réduirait la part prédatrice des intérêts individuels, des grandes entités économiques et

financières : Cela passe par une **remise en question des comportements individuels**, d'une consommation devenue addictive et l'adoption d'un **comportement individuellement responsable**. Et ce à une époque où tout est fait pour déresponsabiliser l'individu. L'ensemble de ces comportements bouleverse la logique du commerce qui alors fait tout soit pour récupérer, soit pour s'adapter.

Des pans entiers de l'économie sont touchés appelés à se transformer sous l'influence d'une **économie solidaire**, privilégiant les **circuits courts et les commerces de proximité** du producteur au consommateur par exemple. Cette pression à changer les modes de vie économiques et ses pratiques commerciales **est bien due aux citoyens**. L'impulsion vient du bas et contraint « ceux d'en haut » à s'y adapter.

Le point de rupture est que ceux d'en haut continuent le modèle du profit pour le profit et tournent à leur avantage les innovations, en ayant les moyens tandis que ceux d'en bas refusent de continuer ce cycle infernal. Il y a là une **différence fondamentale d'enjeux**. On peut même avancer qu'il y a là une nouvelle **forme de lutte de classes classique : Le problème des dominants dominés ne faisant que se perpétuer sans grande nouveauté**. Ce qui est nouveau c'est la **complexité croissante des problèmes d'une part et l'incroyable démultiplication de tous les moyens internet de communication directe et spontanée et de tous les réseaux associatifs dont les élus locaux doivent tenir compte pour être réélus**.

Les associations développent cette idée de solidarité, de **mutualisation de moyens**, de **mieux vivre ensemble en y apportant sa part à un niveau local**. Cette coopération a en plus l'avantage de rétablir des liens moins égoïstes qu'une société productiviste à outrance avait fait disparaître.

Covoiturages, achats d'occasion, dons gratuits, prêt ou location de biens à bas prix de biens, il s'établit une **économie de partages** dopée par les plates formes d'échanges sur Internet.

Les tiers lieux open source

Espaces de coworking ,Fab lab,hackerspaces,repair café ,bars connectés, cafés philosophiques, constituent des lieux appelés « **Tiers lieux open source** » (Ray Oldenberg 1989).Nombre d'associations, telles Alternatiba ou Colibris et des dizaines d'associations s'allient à d'autres associations et leurs spécificités ou créent des lieux de mise en commun comme les espaces Oasis de Pierre Rabbi .

Les tiers lieux sont des lieux de passage et d'accueil et d'abord des lieux de rencontre et de solidarité. Ce sont lieux d'échanges de services et de créativité citoyenne. **Ils participent de la Parole citoyenne** quelle que soit l'importance de l'activité proposée. Ils sont l'occasion de se former à des activités professionnelles, ou de s'y perfectionner.

Tout en rétablissant de la proximité, de la cohésion sociale **les tiers lieux participent au développement économique et social d'un territoire.** Ces activités participent d'une création de valeur économique, soit dans le sens de l'économie et du partage, soit en créant de nouveaux réseaux et de nouveaux produits.

Economiquement, l'ensemble de ce qui est entrepris n'est pas neutre et constitue un agrégat non négligeable. Cela est si vrai que le gouvernement songe à taxer certaines des activités.

Toutes ces activités révèlent un **esprit « commoners »**, tournant autour d'une valeur centrale, de « **bien commun** », solidaire, convivial et partagé.

Cette **économie de partage** s'inscrit dans l'idée d'un **développement durable**, c'est à dire un processus de ralentissement de la destruction de la nature par l'activité économique, une nature qu'il faudrait léguer aux générations futures dans le meilleur état possible. Il y a **une prise de conscience progressive de la nécessité de protéger le vivant**.

Je suis la société, ce sont les hommes qui font l'économie.

Ces nouveaux comportements économiques ravivent le classique débat en économie politique, sur ce qui est le moteur de l'économie. **L'économie est-elle activée par une main invisible** (le marché, l'offre et la demande, la bourse), ou **est ce que ce sont les hommes qui font l'économie** ? L'idée ici est bien que ce sont les ménages qui prennent conscience qu'ils peuvent agir sur l'économie d'ensemble, avec pour principales valeurs, le bien commun, la solidarité, l'écologie de développement durable.

Il nous faut ici donner des **exemples simples** : chaque covoiturage économise une tonne de CO2 par an.(source Adem) .

La location à bas prix ou le prêt ou le don de biens a pour conséquence de **réduire la production de biens neufs**, donc la pollution. Les activités de réparation augmentent la durée d'usage tout en diminuant le prélèvement de ressources naturelles pour ne faire que du neuf. A cela il faut ajouter le recyclage des déchets pour refaire d'autres objets comme les bouteilles de plastiques transformées en laine. **Il s'installe toute une infrastructure d'échanges**, de location avantageuse de logements pour des déplacements qui remettent en question toute l'industrie hôtelières et même celle des gîtes. L'important dans tout cela est que **cette économie solidaire est due aux ménages, à leur niveau**, avec la naissance d'une **éthique nouvelle**, totalement étrangère à la mentalité financière et productiviste. Mais **elle pèse sur le système**

dans son entier, car cette mouvance apparaît et agit dans le monde entier.

La part de la mondialisation financière et ses moeurs trucidairees industrielles et commerciales, dans le réchauffement climatique est la preuve constante de l'inadéquation du système dans son entier aux problèmes de notre temps, système incompatible avec la préservation du vivant, nature et homme indissolublement liés.

(Bien sûr, ce n'est ici qu'une photographie d'une transition en marche, car sans création de nouveaux métiers d'un autre système économique moins consommateur de ressources naturelles il ne peut y avoir de réel changement.: le système actuel de profit argumentera que toute réduction de la croissance pour la croissance augmenterait le chômage provoqué déjà par les délocalisations, la technologie pour ne citer que ces facteurs, alors que dans les faits il fait disparaître toutes formes d'activités diverses et que partout le chômage s'est intensifié.)

D'un état économique de fait à la participation citoyenne pérenne.

On peut dores et déjà se poser la question suivante :

« Puisque les actes des ménages, souvent groupés en associations pèsent sur les rouages de l'économie, avec une conscience de » bien commun », et des actions qui de fait établissent une économie solidaire, ne serait il pas possible de **moderniser la démocratie** en donnant aux **citoyens la possibilité d'être partie prenante dans l'établissement de textes qui établissent des choix les concernant, à leur niveau, dans leur cadre de vie ? Par « modernisation » entendons un enrichissement des procédures actuelles.».**

C'est une question que nous renouvèlerons souvent dans l'exposé.

3/.Participation citoyenne dans quels domaines, projets ou thématiques ?

Les grands problèmes de notre société mondiale se retrouvent au niveau local, dans la réalisation ou non de projets locaux.

Il naît actuellement dans la pratique qu'il est possible de faire des actions locales dans les **domaines suivants** :

Habitat, déchets, recyclages, énergie, eau, aliments, art et culture, éducation, mobilité... la liste n'est pas exhaustive. On pourrait y ajouter l'emploi local, la participation à l'établissement de terres agricoles moins conventionnels, de jardins partagés, ou de ces villages expérimentaux appelés Oasis de Pierre Rabbi , (associations colibris)

Des quantités d'association dans le monde oeuvrent en permanence sur pratiquement les mêmes thématiques en proposant chaque fois que l'alternative est possible ; ainsi la village mondial Alternatiba à Montreuil le 5 et 6 décembre 2015 propose-t-il des stands et conférences autour des thèmes suivants :

L'agriculture et l'alimentation

Climat et énergie

Education

Mobilité (vélo)

(Fabriquer, réparer ateliers, zéro déchets)

Culture et medias, actions anti publicités

économie soutenable (partage emplois, finances responsables)

Bien commun, biodiversité

Consommation responsable

Droit solidarité

Habitat.

*(il ne s'agit que 'un exemple mais partagé par une grande quantité d 'entités plus ou moins importantes : Mais si l 'on regarde le nombre de stands participants au village mondial des alternatives d'Alternatiba de 2015 ,on n 'en trouve par exemple **que 10** sur 277 pour le « Bien commun ». Mais 43 pour le problème des migrants.. (Plus d'actualité ?). Tout se passe comme si l 'essentiel était noyé dans des thématiques, soit ludiques soit à la mode d 'un moment.)*

Il faut ici indiquer l 'idée d'une participation citoyenne naît dans plus **d'une circonstance, mais les domaines exploitables ne sont pas que locaux :**

Il existe en France par exemple des organisations comme IRIS ,(institut international et stratégique),qui émettent l 'idée que **« même la géopolitique n 'est pas un sujet réservé aux hyper spécialistes du 7ème arrondissement parisien »**. Ce sont alors des conférences de sensibilisation comme à Nantes avec l 'appui de Nantes métropole.

Des associations plus engagées mettent le **débat d'une justice internationale** contre les crimes environnementaux à la portée de la réflexion du citoyen. Mais là c 'est très ambitieux et ne peut prioritairement être mis en avant .Il est des chances que cela reste le domaine d'associations spécifiques alertant l'opinion de façon plus ou moins efficace dont l 'influence est occultée en permanence.

On voit bien l '**intérêt qu'il y aurait d'institutionnaliser un rôle** du citoyen, qu'il ne s'agirait par uniquement de sensibiliser, d'informer sans qu'il y puisse quelque chose mais **de le mettre dans une situation ou sa voix s 'inscrive dans les textes à laquelle il participerait..** C 'est une question de cadre, de procédure et de méthode. C 'est ce cadre institutionnel qu'il faut trouver, rendre plausible et réaliste, pas le fond mais la forme.

4. les objections majeurs à l'établissement d'une participation citoyenne.

La notion de compétence

La première objection est que le « *citoyen n'est pas compétent* » pour aborder des problèmes complexes. Il y a d'ailleurs une tendance dans la démocratie actuelle de noyer le citoyen dans des considérations techniques ou administratives telles qu'il n'est pas en situation d'émettre quoi que ce soit. Bien souvent cela consiste à ne pas informer le citoyen mais de lui faire subir une propagande à sens unique et créer des modes.

5. Le discours abscons des experts et la problématique des véritables enjeux.

Le résultat est que par exemple **des experts biaisent le problème**, non pas par ce qu'ils ne sont pas compétents mais de **la manière dont ils posent la question**. Au mieux ils envisagent des solutions **occultant d'autres enjeux**, notamment les **coûts sociaux de leurs solutions**. La techno sphère exerce un pouvoir concomitamment aux lobbies et intérêts financiers.

Toute procédure citoyenne passe par la **connaissance des enjeux divers, de la perception et des points de vue des différentes parties** qui caractérisent le sujet. Il y a une nécessaire **information** ou **formation** du dossier, nous y reviendrons. Que veulent dire information ou consultation ? Dans Pourquoi réserver au sénat ou à la chambre des députés des commissions qui procèdent ainsi pour l'élaboration des lois ? Le choix du parti dominant occultera au profit de sa ligne politique la

richesse des points de vue d 'historiens, philosophes, sociologues syndiqués, acteurs de l'industrie ou du commerce, auteurs connus ; Actuellement on ne peut dire que le citoyen n 'est pas informé, mais l 'information donnée est si technique, si administrative, ou si « experte » qu'elle n'est pas abordable, et qu'elle le culpabilise de ne pas comprendre. De l 'information donnée ne naissent pas les véritables enjeux qui eux, restent cachés.

6. Intelligence du citoyen

La formule célèbre a été « les français sont des veaux ». Celle d'aujourd'hui est « *votez pour nous, on s'occupera du reste* ».

L'intelligence procède d'un effort que l'on consent à effectuer **que s'il y a un enjeu**. Celui qui est concerné réserve son intelligence pour là où elle a quelques chances d'être efficace. Une fois mis en présence de thèses diverses il lui faut se **sentir investi d'une mission à la réalisation de laquelle son intelligence est nécessaire. C'est l'intelligence de tous qu'il faut engager**. Cela procède de la croyance vérifiée que chacun possède en réserve une intelligence et qu'elle est nécessaire dans la construction de projets. De partout on entend, « *c'est trop intellectuel, moi je veux de l'action* ».

Même au niveau local, l'**intéressement des citoyens passe par la connaissance des enjeux**. Car ce qu'ils émettront ne peut que rejoindre des enjeux nationaux, européens ou mondiaux. Le tout est de créer une fois de plus les institutions qui permettraient d'exercer son intelligence.

6. La participation de tous à tout ? Comment échapper aux intérêts des lobbies ou intérêts financiers ?

La dictature de l'urgence.

En matière de démocratie, il **ne peut exister la notion de précipitation, de décisions prises en urgence**. Ces décisions sont incomplètes, parcellaires et font survenir d'autres aspects problématiques non réglés, autrement dit les problèmes de demain. L'urgence programmée est souvent une manipulation visant à couper court les débats de réflexion. Toute nouvelle procédure démocratique passe par de **l'information, de la formation, du dialogue et de la rédaction** finale d'un texte fruit **non d'une synthèse mais de l'affinement d'arguments clairs en fonction de thèses clarifiées**. Cela suppose une dimension du temps moins **productiviste** que celle prônée par les lobbies. La démocratie est incompatible avec l'urgence. L'action collective « juste » survient après un temps nécessaire de réflexion.

7 La participation de tous à tout est impossible. C'est une évidence.

Pour garantir « la neutralité » du citoyen participant, **neutralité vis à vis de lobbies, de partis politiques constitués, ou de tout autre intérêt privé**, il semblerait que l'amélioration clé prioritaire de procédures serait de constituer un « **système conférences de citoyens** », des commissions de travail dont les membres seraient **convoqués comme pour les jurys d'assise**. Des groupes de 15 à 25 personnes tirées au sort. Cela se pratique au Canada ou au Danemark, il nous faut en donner une idée. Ces personnes étant tirées au sort, elles ne pourraient être sous aucune influence. Cette contrainte permettrait **l'émanation d'un point de vue social** dans la construction de projets, ou de dispositions réglementaires.

8. Recherche de formes et de procédures, de nouvelles institutions locales permettant la participation citoyenne. Trois facteurs de changement

a) Il faut d'abord rappeler **trois facteurs de changement actuels** :

Le premier facteur est **l'émergence d'une mouvance hors institutions**, internationale, qui avec l'aide des progrès informatiques : **mouvance des courants d'opinion** convergents et demandeurs d'une autre société, **Mouvance du commerce de l'industrie** qui éclairé par le marketing adapte son offre ses circuits commerciaux. C'est la source de nouvelles logiques, de la modification de l'ensemble du système en général. C'est la part de l'action de la population sur le changement de société.

Le deuxième facteur est le **rôle des institutions politiques et de son système de représentations**. Les institutions ne correspondent pas aux attentes de la population qui se coupe des hommes politiques. Les rouages administratifs, le dispositif juridique ne peut rien contre la mondialisation, rien d'autre que de s'y adapter comme seule solution, mais au détriment de la population. Ces institutions fonctionnent pas vote, consultation de partenaires sociaux, ou par voie d'information qu'il s'agisse des medias ou de réunions publiques où il n'est possible que poser des question sur des projets déjà décidés.

Le troisième facteur, de loin le plus important et le plus occulte est **l'absolue puissance financière** d'entités financières, créant de la monnaie privée , une monnaie qui ne fonctionne qu'en plongeant les ménages et les états dans une dette exponentielle. Ces trusts possèdent les trusts et leurs circuits, et de puissants lobbies dans les institutions politiques. Cette puissance financière majeure n'a que pour seul objectif l'accaparement des richesses et ne recherche que le profit pour le profit.

Nous ne prétendons pas ici résoudre tout le système mondial actuel. Par Participation du citoyen, nous prenons en compte le premier

facteur comme étant une source de changement des deux autres systèmes. Tout système tyrannique ne peut survivre au delà d 'un certain seuil d'existence, La part que les citoyens peuvent jouer est en cela même nécessaire même si cela n' es pas en soi suffisant .

Une fois précisée l'importance que nous accordons à développer des institutions donnant la parole aux citoyens, il nous faut donner une idée de ce qui existe déjà dans le monde à ce sujet .

b) Le modèle de « **conférence de citoyens** » ou **conférence de consensus** » **Danois ou canadien.**

De nombreuses expériences de participation citoyenne ont existé dans le monde depuis une petite vingtaine d'années. La « conférence de citoyens » au Danemark est institutionnalisée. Nos y reviendrons .mais ce qui est le plus frappant est que ce genre d'expérience a été renouvelée sous des appellations et des formes diverses dans le monde : en suisse cela s'est appelé Publiform sur le thème de l 'énergie (1998). En Allemagne on peut citer la NIP (noyau d'intervention participative Appenzell (1994) et ses conférences sur les OGM . la moindre recherche amène à constater la multiplication de tentatives pour donner la parole aux citoyens sur de grands thèmes de décision On trouve de tels exemples en au Canada, en Islande, en Finlande, en Inde, aux Usa, en Israël, en Autriche, en Grèce, au Japon, en Tanzanie. Cela va de l'expérience unique à une multiplicité d'expériences répétées dans le temps. Le Danemark est le pays où la participation citoyenne est passée dans les institutions .Il nous ne faut donner l'idée même succinctement.

C) Les procédures du modèle Danois, un exemple à imiter ?

Comme pour un jury d'assises des citoyens (15 à 30) sont convoqués. (Leurs salaires sont maintenus, aucun employeur ne peut s 'y opposer) . **Etant tirés au sort**, ils ne peuvent donc pas être

liés à des intérêts financiers ou politiques, ou subir la pression des lobbies ou notables

Concernant un projet assez général, la santé, l'énergie, ils reçoivent une **formation** sur une période de 5 Ou 6 mois en plusieurs fois ; les experts, les politiques, les syndicats etc. exposent leur point de vue de sorte que les participants puisse se faire un tableau complet des enjeux et solutions du projet étudié. (Comme pour un jury d'assises ils reçoivent une aide qui n'intervient pas sur le fond et qui veille à ce que cela ne déborde pas du thème étudié et veille à ce que la procédure soit réalisée)

Quand le dossier est complet, il y a la conférence elle même sur ' ou 5 jours. , Les participants posent des questions aux intervenants pendant un premier temps. Un texte émanant des participants clôturera la conférence.

Ce texte pourra avoir trois usages :

Servir de simple conseil, point de vue des citoyens
Devenir un objet de problème à discuter au parlement
Devenir un texte de Loi

Ainsi la parole du citoyen est prise en compte entre la sphère de la technocratie et la sphère « administrativo » politique ;; il s'introduit toujours du social dans les dossiers économiques et techniques.

Il ne s'agit pas d'imiter le dispositif mais de trouver ce que en France dans notre culture et nos traditions ce que nous pourrions introduire comme procédures de ce type, dans nos quartiers, villages et villes et régions qui sont des territoires encore à dimension humaine et identifiables.

C'est probablement une **question de domaines** où cela serait utile, voire nécessaire d'établir des procédures de ce type pour que tout ce qui est actuellement entrepris par des associations puisse passer dans la réalité de façon plus pérenne et agissante.

Témoignage à Radio grand ciel sur l'évolution des associations

Interview version définitive 19/07/2015

Radio grand ciel ; le...

1. René, tu as été témoin de l'écriture collaborative de notre chartre Colibris et cela te paraissait important que de telles actions aient lieu au sein de nos associations ; Pourquoi ?

Permits-moi d'apporter mon double regard de sociologue et de participant, de prendre du recul pour mieux te répondre.

Autrefois

Jusqu'à il y a trois ans les associations avaient une certaine image de marque ; même si les mairies les reconnaissaient et les aidaient, le grand public voyait souvent en elles de l'amateurisme, parfois de la corruption, ou un bénévolat voleur de travail salarié, assistantat néfaste, volontairement coupé du monde économique. Elles étaient souvent désorganisées. C'était le lieu de discussions sans aboutissement, des combats d'ego sans fin. Tout reposait sur un ou deux membres, se dotant du titre de président, le tout périliclitant au bout de deux ou trois ans d'expériences épuisantes et inefficaces.

Toute une littérature, pour ceux que cela intéresse, confirme ce que je dis, ce n'est pas nouveau.

Maintenant

Depuis très peu de temps, deux ou trois ans, le mouvement associatif a pris

une ampleur considérable; il s'est non seulement diversifié, amplifié, avec l'émergence des sites, blogs, réseaux sociaux divers, smartphones. C'est devenu un phénomène social, politique et économique d'une très grande ampleur. Mais ces associations fonctionnent-elles comme auparavant? Je pense que non; elles ont mûri, elles se forment, elles s'organisent selon des modèles tout à fait surprenants et tout à leur honneur. Colibris est l'exemple type de cette évolution, de cette nouveauté.

Colibris charte collective

*Ce qui m'enthousiasme et m'anime d'espoir en tant que participant convaincu, c'est la réalisation d'un mode de fonctionnement inspiré de formations aux relations humaines en entreprises que les membres transportent au sein de leur vie **associative, avec un souci de réalisations concrètes**; ce n'est plus le lieu d'interminables débats stériles. D'autre part, on n'est plus dans l'encartement obligatoire, la dépendance d'un président sur qui tout repose; l'organisation est résolument collégiale, l'accueil de l'autre, l'écoute positive de l'autre sont prédominants dans une éthique quasi spirituelle de solidarité et de partage. Il y a des coordinateurs, des animateurs qui organisent des réunions de façon conviviale, collective et consensuelle. Je trouve déjà cela admirable.*

Dotées d'une telle mentalité et d'un nouveau savoir-faire, des associations comme Colibris mûrissent, ressentent le besoin de formuler ensemble les valeurs dans lesquelles ils se reconnaissent. C'est ainsi que j'ai assisté à la formation collective d'une charte de fonctionnement faite par les participants eux-mêmes lors d'une réunion de travail. C'est pour moi, participant, plus que motivant et, pour le sociologue, c'est très révolutionnaire pour nos sociétés. Car ce dont j'ai l'exemple ici se répand en Europe et dans le monde. J'engage vivement tous mes amis voisins à venir voir ce dont il s'agit.

2. Question sur la politique

Ta deuxième question concerne la politique. Il n'y a pas de discours intellectuel à tenir ici. C'est un fait connu, il y a une désaffection des bureaux de vote. Pour ne prendre qu'un exemple, 72 % des Français ne votent pas aux élections européennes. Une grande part de la population ne croit plus aux politiques, pas plus qu'elle ne croit à ce que les politiques règlent leurs problèmes; il naît alors l'idée d'un autre mode de vivre ensemble, sans idéologie préconçue et dictée par

qui que ce soit, mais l'émergence de l' 'idée d'un Eco citoyen : cet eco citoyen veut vivre un monde à sa mesure et sent qu' en changeant son mode de comportement , en se séparant du monde du profit pour le profit qui ne règle pas ses problèmes, il peut recréer d'autres modes de vie collective où l 'homme serait reconnu et la nature plus respectée ; cela suppose une autre logique de société correspondant aux évolutions de fait et aux crises actuelles .

Est ce que tout ceci est du à une idéologie particulière ? Y a-t-il des gourous de la pensée ?

Non je ne le crois pas, mais le ressenti de nos sociétés est commun et ne se discute même plus : Tout le monde sait de près ou de loin et surtout par ce qui les préoccupe directement, qu'il y a un certain nombre de crises de diverses natures et pourtant toute liées.

Crise écologique, que ce soit le fait de l'homme, du climat ou des cycles de réchauffement de la planète. Les medias sont en permanence en train d 'en parler. Crise démographique, avec ses mouvements migratoires qui déséquilibrent ce qui existe. Crise des emplois que la technologie et la productivité diminuent chaque jour. Crise de la représentativité du citoyen, et enfin, pour le plus conscients, crises de la création de la monnaie qui gouverne le tout.

Comme l'énonce avec une grand clarté et une grand simplicité Pierre Rabhi, il y a comme une désertification sociale, économique et politique d'un mode de société occidentale qui appauvrit l'homme et l'environnement ; il n y a d'autres solutions pour l'homme que de se changer lui-même dans un but de préserver l' homme et la nature.

L'acte politique premier, c'est le modeste atelier réalisé de fait, comme par exemple les ateliers de COLIBRIS DE CHARTRES.

3. la crise peut-elle être l'exemple d'une volonté de retour vers la véritable démocratie ?

Je fais partie de ceux qui ne croient plus à la démocratie telle que nos l'avons vécue :

Là il ne s'agit pas de refaire un bocal avec les mêmes cornichons ni de mettre des sparadraps à l'infini sur les trous d'un navire qui coule inéluctablement ; on change le navire dans son entier... C 'est très complexe. Mais c 'est déjà une réalité de fait

En grandissant, Colibris national développe des lieux de vie, des oasis, où l'on trouve l'idée de partage de lieux de vie communs. Le respect de l'environnement, la construction moins chère et pourtant plus respectueuse de la nature. Il y a même parfois, dans un même lieu, des écoles et des maisons pour les anciens qui ainsi ne se trouvent plus coupés des autres générations. C'est par l'exemple de ses réalisations que Colibris National et local se diffuse le plus. Il en existe une centaine déjà et il s'en crée une centaine d'autres. C'est le projet Oasis de Colibris national .

3. la crise démocratique grecque peut-elle être l'exemple d'une volonté de retour vers la véritable démocratie ?

Je ne souhaite pas m'étendre sur l'événementiel actuel : la seule chose que je veux dire c'est qu'une grande partie de la population, appauvrie , cherche des moyens de survivre autrement, autrement que la réalisation par le gouvernement qu'elle avait choisi démocratiquement pour trouver une autre situation .

Ce qui reste, c'est une pauvreté qui nous menace d'ici à peu de temps par les crises que le système ne peut résoudre. Non ! Tout converge pour trouver d'autres solutions car il ne s'agit pas de faire perdurer un système.

4. Peut-on dire qu'Alternatiba représente une forme de pratique démocratique en tant qu'expression des volontés des citoyens ?

Alternatiba, qui organise une grande manifestation le jour de la fête de la Lumière, le 10 septembre prochain à Chartres à l'université, est centrée sur les effets du climats et a pour but de montrer dans ses stands tout ce qu'il pourrait y avoir d'alternatif dans notre société. Pour la première fois un grand nombre d'associations y tiennent un stand de démonstration, d'explication de ces réalisations. Ce sont avant tout des lieux d'échange avec les habitants de Chartres.

Toutes ces associations ont posé comme préalable que l'ensemble ne soit pas le porte voix de politiques politiciennes ni un lieu de commerce. Il y a là un échange direct avec qui veut voir, être curieux, sans idée de recrutement et cela touche tous les domaines de la Cité.

Alternatiba participe de la mentalité que j'ai décrite, mais n'a pas une éthique aussi formulée que Colibris, ni vocation à faire disparaître les associations dans leur spécificité, leur autonomie, bien au contraire ; mais il y a une action commune autour de l'alternatif, un point de rassemblement, de réalisation d'une action commune un jour.

Ceci me semble très porteur, symboliquement. Et Alteratiba participe à l'émergence de cet eco-citoyen écouté, responsable de la cité dans laquelle il vit. Colibris a d'ailleurs son stand et bien des membres de Colibris sont membres d'Alternatiba c'est tout dire ...

Je signe et j'assume

René polin

Docteur en Sociologie des organisations

Maitre assistant retraité Paris IV Sorbonne

Séance du 10 avril Phase 4

Nous n'avons qu'une heure. Peut être renouvèlerons-nous ces phases futures ; nous en reparlerons de vive voix bien sûr.

Rappel : **La participation citoyenne à la gestion et la réalisation de projets dans la commune.**

Si une parole citoyenne était institutionnalisée (une disposition légale) dans le territoire de proximité avec une obligation d'être informé, et un pouvoir de suggestion et de contrôle ...

J'ai pensé qu'il serait souhaitable peut être de **préparer par écrit** selon la méthode acquise quelques idées ou propositions ou actions déjà connues ;

Une phrase courte commençant toujours de la même manière
Une idée une phrase .. (4 ou cinq idées suffisent)

La parole du citoyen face à la société ultra libérale c'est ...

Vous apporterez vos écrits, nous n'aurons plus qu'à les **dire oralement**. Des post-it vous seront distribués pour que vous me les transmettiez sur le paper board comme d'habitude. **La restitution s'ajoutera au document qui se construit depuis le début.**
Tout nouveau participant sera le bienvenu. Les documents étant à disposition de

tous.(Hélène, René)

Message envoyé avant la séance

Chers amis colibris

Ce message pour nous rappeler le programme prévisible et la suite du laboratoire citoyen.

La dynamique du laboratoire citoyen a été retardée par des séances « grand groupe. » Il a été accepté de perdurer un peu le jour des réunions « racines », mais de façon plus réduite en attendant de trouver une solution de lieu de réunion.

Je tiens ici à dire dans quelles perspectives s'inscrit cette « goutte d'eau du colibri » :

*L'essentiel est de **constituer un corpus d'un discours de citoyens a politique et a commercial intéressé pour la construction d'un « lieu de vie »** : le territoire du citoyen est **son lieu de vie**. Une fois le vote municipal effectué, sauf exception, le citoyen n'a plus son mot à dire dans la conduite de projets petits ou grands. **D'où la Parole citoyenne**. Dans les grandes lignes il s'agit d'une modernisation plus juste de la démocratie actuelle.*

***Le laboratoire citoyen donne un sens et un contenu expérimental** par le citoyen lambda lui même au concept de participation souvent utilisé comme un effet d'annonce ou de démagogie. **Jamais concrétisé de façon pérenne et obligatoire dans les textes** de lois définissant les compétences et les limites des pouvoirs du conseil municipal et de son maire. L'idéal visé est que cette parole citoyenne soit **institutionnalisée pour que des actions comme celles de Colibris et d'autres soient pratique courante en collaboration avec les autorités**.*

***Notre travail nourrit** la réflexion de plusieurs associations, instituts de recherche, et différents acteurs sociaux intéressés par ce concept. Vos noms y figurent car il s'agit de votre langage. Il ne fait aucun doute que ce thème fasse l'objet d'une nouvelle Loi dans un futur proche et ce que vous produisez est rare et précieux. Il est question de faire des **séances avec d'autres citoyens** notamment de Dreux, pour étoffer la suite d'une manière ou d'une autre.*

*Un projet reste toujours un **acte de Foi quelle que soit l'incrédulité d'un grand nombre**. Celui-ci se concrétisera dans des articles voire des publications, les colloques en France et auxquels je participe en fait de plus en plus un objet d'études et de propositions, de publications ; notre action n'est donc pas vide de sens. Vous en êtes le premier et essentiel maillon. Je ne suis qu'un modeste porte voix.*

René 06/04/2016

Séance du 10 avril

Programme suggéré des 5 séances suivantes

La participation citoyenne à la gestion et la réalisation de projets dans la commune.

Si une parole citoyenne était institutionnalisée (une disposition légale) dans le territoire de proximité avec un obligation d'être d'informé, et un pouvoir de suggestion et de contrôle ...

Un minimum de méthodologie

Phase individuelle de réflexion et mise en commun : toute idée ou détail exprimé librement et dans l'écoute de tous est utile.

Une analyse de contenu est diffusée après chaque séance

Séance 1 le citoyen et l'économie libérale (I h)

Le labo citoyen fait ressortir les progrès et les critiques de l'économie libérale actuelle

En quoi une parole citoyenne pourrait concourir à limiter la prédominance d'une activité trop libérale dans son territoire de proximité. (Grande distribution, agriculture, énergie, biodiversité, emplois)

Vous choisirez des exemples concrets de projets en cours ou à venir, pour lesquels vous pensez que le citoyen aurait son mot à dire.

Séance II le citoyen et l'économie sociale, coopérative et solidaire. (IH)

En accord avec la philosophie de Pierre Rabbhi , le laboratoire citoyen fait ressortir la nécessité de liens, de lieux de vie et d'échanges...

Quelles sont les conditions à réunir pour que la parole citoyenne puisse apporter des suggestions au développement en complément des experts et entreprises intervenant dans la réalisation de projets ?

Vous choisirez ce qu'il semblerait utile d'exprimer dans le cadre d'une gestion d'une commune (Vous penserez à toutes les activités colibris en cours) ,et qui correspondrait à vos motivations.

Séance III Le citoyen et la protection des biens communs (I H)

Le laboratoire citoyen fait ressortir la destruction de biens communs par l'économie libérale abusive. A la préservation de quels biens communs et comment le citoyen peut jouer un rôle utile ?

Outre une énumération de ce que vous entendez par Biens communs, vous suggérerez Des moyens pour les préserver.

Séance IV Le citoyen dans une institution légale nouvelle de gestion du territoire
(deux heures minimum)

Le laboratoire citoyen fait ressortir que souvent le maire élu n 'informe plus et ne consulte plus les administrés ; ses décisions unilatérales sont le fait du prince, avec de lourdes conséquences sur les finances et le budget de la commune...

Quel complément de structure faudrait il apporter à la structure actuelle pour que la parole du citoyen soit prise en considération ?

Vous penserez à ce qui n 'existe pas et qui vous motiverait à participer même partiellement

Séance V la méthodologie de la parole citoyenne (Deux heures minimum)

La laboratoire citoyen fait ressortir que tous les projets élaborés par les citoyens échouent ou sont occultés faute de dialogue et de suivi concret, ou tout autre raison.

Pouvez vous penser à des éléments de méthode pour que l'échange soit pris en compte de façon utile et économique en temps ?

Une consultation explorant les attentes de maires sympathisants est actuellement en cours : le but ultime est de dégager un sens et un contenu aux acteurs qui travaillent actuellement sur de nouvelles dispositions légales. Leur travail ne peut se faire sans vos suggestions pour soit réaliste et réalisable.

Il serait nécessaire que les personnes intéressées p-uisse inscrire auprès d'Hélène avec leur coordonnée e mail et téléphone.

Ce trajet étant fait, il serait loisible d'améliorer l'action et la diffusion des actions colibris avec un plus d 'efficacité.

René polin 11/03/2016

Introduction de la séance :

Nous n'avons qu'une heure trente Peut être renouvèlerons nous ces phases futures ; nous en reparlerons de vive voix bien sûr.

Rappel La participation citoyenne à la gestion et la réalisation de projets dans la commune.

Si une parole citoyenne était institutionnalisée (une disposition légale) dans le territoire de proximité avec un obligation d'être d'informé, et un pouvoir de suggestion et de contrôle ...

*J'ai pensé qu'il serait souhaitable peut être de **préparer par écrit** selon la **méthode** acquise quelques idées ou propositions ou action déjà connues ;*

***Une phrase courte commençant toujours de la même manière
Une idée une phrase .. (4 ou cinq idées suffisent)***

La parole du citoyen face à la société ultra libérale c'est ...

*Vous apporterez vos écrits, nous n'aurons plus qu'à les **dire oralement**,. Des post it vous seront distribués pour que vous me les transmettiez sur le paper board comme .d'habitude. **La restitution s'ajoutera au document qui se construit depuis le début.**
Tout nouveau participant sera le bienvenu. Les documents étant à disposition de tous.
(Hélène , René)*

***Phase IV : restitution le citoyen et la société ultra libérale
Séance 13 avril 2015***

Protocole

***Si une parole citoyenne était institutionnalisée (une disposition légale) dans le territoire de proximité avec un obligation d'être d'informé, et un pouvoir de suggestion et de contrôle ...
(Gestionprojets,quartiersprojetsprojets,quartiers,village,communes,interterritorialité ,région)***

Que suggériez vous face à l'économie libérale ?

Habitat
Déchets
Recyclages
Energie
Eau
Alimentation « locavor »
Education
Emplois
Statut de la femme
Troisième âge
Enfance
Santé
Permaculture
Circuits courts

Restitution Phase IV

Compte rendu réunion du 22 avril 2016

Ligne 89
Nogent Le Roi
Rambouillet

Sauvons LA LIGNE 89

France

23 AVR. 2016 — Un compte-rendu de la réunion du 22 avril 2016 avec les élus départementaux.

Que penser de cette réunion ?

En premier lieu un point très choquant, une indication qui a été apportée par un élu du canton : les cotisations transports versées par l'ensemble des entreprises du Canton de Epernon, Maintenon, Nogent Le Roi et Faverolles, qui sont parmi les plus importantes du département en volume financier, servent à financer, selon les orientations du Conseil départemental, les politiques de transports des agglomérations Chartraines, Drouaises et du Comité départemental.

Rien ne revient sur notre canton ! C'est à la fois un pillage et un appauvrissement du canton qui est organisé par le Conseil départemental.

Alors que le Comité départemental cherche désespérément un financement pour la poursuite de la ligne 89, la situation est ubuesque : les entreprises du canton financent des politiques de transport qui ne concernent pas les usagers du bassin d'emploi !

Des solutions proposées qui n'en sont pas : un aller le matin et

Des solutions proposées qui n'en sont pas : un aller le matin et un retour le soir avec une tarification à 7€ pour les usagers, aucun intérêt, une seconde proposition avec une interconnexion à La Boissière Ecole sur des horaires incomplets et qui ne sont pas spécifiés en réunion et avec tous les aléas que tous les usagers, mais pas les élus départementaux apparemment, connaissent bien sur les correspondances et leurs trop nombreux ratés, et une tarification de 10,20 €, sans intérêt, une troisième proposition gérée totalement par le Conseil départemental avec trois allers le matin au lieu de six et quatre retours le soir au lieu de six au coût prohibitif de 78€ ! A ce tarif autant prendre la voiture et aller à Rambouillet !

!

En résumé, les élus départementaux n'ont pas été à même en deux mois de reprendre contact avec le syndicat des transports d'Ile-De-France pour proposer la poursuite de la ligne et n'ont pas manifesté de volonté politique à maintenir la ligne 89 et la desserte du canton pour seulement quatre mois en attendant le transfert à la Région Centre. Ils ont montré une totale impuissance face à des positions de la région Ile-De-France qui les dépassent. Pourtant des représentants du syndicat des transports d'Ile-de-France qui étaient présents ainsi qu'un élu écologiste de Rambouillet territoires également présent, ont indiqué que le syndicat des transports, sensibilisé au problème, n'attendait que leur appel ! A trois reprises la question du coût de la ligne 89 totalement opérée par le Conseil départemental a été posée sans jamais recevoir de réponses : nos élus n'ont à aucun moment été à même de préciser ces chiffres ! Il est donc totalement impossible de comprendre ni le coût annoncé par les élus ni le pourquoi d'une tarification aussi élevée.

A la demande de manifester leur volonté politique de maintien de la ligne en l'opérant seul, nos élus se sont retranchés derrière le coût mais sans pouvoir le préciser ! Ils ont même osé utiliser l'argument de la forte

augmentation du RSA sur le département pour ne pouvoir faire un financement qui doit se situer aux environs de 250.000 € annuel (c'est vraiment une estimation à partir de leur embryon de chiffres qu'ils ont su partager). Pas de chance le RSA n'a augmenté que de 45 à 46 millions d'euros entre 2016 et 2015, c'est bien loin des 5 millions annoncés en réunion par M. Lemoine ! Citons nos sources pour que la vérité soit clairement établie :

<http://www.eurelien.fr/actualite/compte-rendu-du-budget-supplementaire-2015>

De nombreux usagers, à de nombreuses reprises, ont rappelé aux élus que le soutien qu'ils leur avaient apportés en votant pour eux, ne constituaient pas un blanc-seing. Nos élus ont été sollicités pour apporter des réponses et un soutien à leur bassin de vie. De vrais résultats sont attendus d

En synthèse : une réunion mal préparée avec une présentation où les coûts présentés n'étaient pas identifiés comme mensuels ou annuels, une méconnaissance des usages des voyageurs, une ponction financière sur le canton au détriment de sa progression,

des solutions qui n'en sont pas, un défaut de dialogue formel avec tous les élus du canton et les usagers, un manque de maîtrise sur les coûts d'une gestion unilatérale et une incapacité à nouer un dialogue constructif avec les transports du département et de la région voisine. Et surtout une absence de décideurs : nous attendons toujours la réaction de notre Président du conseil département, M. Albéric De Montgolfier, devant la colère de près de 400 personnes (électeurs / trices) !

Nous sommes toujours aussi loin d'une solution qu'à la fin du mois de février. Messieurs et Mesdames les élus, il vous reste très peu de temps pour agir. Nous n'attendrons peut être pas.